

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2016/205147]

21 JUILLET 2016. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 26 mai 2016 relatif à la réparation de certains dommages causés par des calamités naturelles publiques

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 26 mai 2016 relatif à la réparation de certains dommages causés par des calamités naturelles publiques, les articles 3, § 1^{er}, 8, alinéa 1^{er}, 3^o, 10, § 3, 13, alinéa 2, 16, § 2, 14 et 18;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 11 avril 2016;

Vu le rapport d'évaluation de l'impact du projet sur la situation respective des femmes et des hommes établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995, intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales et concluant que le projet n'affecte pas directement ou indirectement, de manière significative un ou plusieurs groupes de personnes en fonction de la composition sexuée du groupe;

Vu l'avis 59.488/4 du Conseil d'Etat, donné le 22 juin 2016, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre-Président;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, il y a lieu de comprendre par :

1^o "Ministre" : le Ministre qui a l'intervention financière à la suite de dommages causés par des calamités naturelles publiques dans ses attributions;

2^o "décret" : le décret du 26 mai 2016 relatif à la réparation de certains dommages causés par des calamités naturelles publiques;

3^o "Administration" : la Direction du Service public de Wallonie en charge de l'instruction des demandes d'aide à la réparation en suite des calamités naturelles publiques reconnues.

CHAPITRE II. — Procédures et critères de reconnaissance

Art. 2. § 1^{er}. Le Gouvernement initie une procédure de reconnaissance à la demande du bourgmestre d'une ville ou d'une commune qui s'estime touchée par un phénomène naturel exceptionnel.

La demande est introduite, auprès de l'Administration par le biais du formulaire préétabli par celle-ci et reprenant impérativement les informations d'identification suivantes :

1^o la ou les date(s) de l'évènement;

2^o la nature du ou des phénomène(s);

3^o la zone géographique touchée au sein de la commune;

4^o l'estimation du nombre de sinistrés;

5^o le type de dommages subis;

6^o les photos ou enregistrements vidéo des dégâts les plus importants et localisation de ceux-ci;

7^o la liste des principaux dommages constatés au domaine public.

§ 2. Sous peine d'irrecevabilité de la demande, les villes et communes disposent d'un délai de quinze jours à partir du lendemain de la survenance du phénomène naturel pour fournir le dossier susmentionné.

§ 3. Lorsque plusieurs phénomènes de même nature ont lieu au cours d'une période de sept jours consécutifs à la survenance du premier phénomène, une seule demande les détaillant doit être introduite auprès de l'Administration.

Art. 3. L'Administration examine le phénomène naturel porté à sa connaissance au regard des critères de reconnaissance repris dans l'annexe au présent arrêté.

Afin de réaliser cette analyse, l'Administration charge le Centre régional de Crise de lui soumettre un rapport technique circonstancié, comprenant également des conclusions relatives à la qualification de calamité publique du phénomène naturel examiné. A cette fin, le Centre régional de Crise peut solliciter notamment l'avis de l'Institut royal météorologique, de l'Observatoire royal de Belgique et des services régionaux compétents.

L'Administration se consulte avec le Centre régional de Crise afin de préparer les conclusions du rapport technique susmentionné.

Elle transmet au Ministre le rapport du Centre régional de Crise accompagné d'une proposition de décision motivée.

Sur proposition du Ministre, le Gouvernement peut reconnaître le phénomène naturel comme calamité publique.

Le Ministre peut charger l'Administration de notifier la reconnaissance ou la non-reconnaissance aux villes et communes qui ont introduit une demande.

Art. 4. Les critères de reconnaissance d'une calamité publique sont classés par type de phénomène naturel rencontré. Les types de phénomènes naturels sont repris dans l'annexe au présent arrêté.

A défaut de critères spécifiques, un phénomène naturel peut être qualifié d'exceptionnel lorsque sa période de retour statistique est de vingt-cinq ans au moins.

Dans le cas prévu à l'article 2, § 3, le Gouvernement peut reconnaître l'ensemble des phénomènes comme une calamité publique lorsqu'au moins l'un de ceux-ci répond aux critères de reconnaissance.

CHAPITRE III. — Procédures de demande d'aide à la réparation

Art. 5. § 1^{er}. La demande d'aide à la réparation visée à l'article 10 du décret est introduite au moyen des formulaires préétablis à cet effet par l'Administration.

La demande d'aide susvisée est introduite après publication au *Moniteur belge* de l'arrêté du Gouvernement wallon portant reconnaissance d'une calamité naturelle publique.

Le Ministre charge l'administration d'instruire les dossiers et de lui soumettre des projets de décisions, en y incluant le calcul éventuel du montant de l'aide à la réparation

§ 2. Cette demande est accompagnée de toutes pièces justificatives tendant à établir, d'une part, la qualité du demandeur et, d'autre part, l'existence et l'importance des dommages.

Il peut notamment s'agir des éléments suivants : les certificats de propriété immobilière, la composition de ménage, la copie du contrat d'assurance, l'attestation d'intervention ou de non-intervention de la compagnie d'assurances, les procès-verbaux de constatation et d'estimation des dommages, le certificat d'immatriculation et la carte verte pour les véhicules, les devis ou factures détaillées de réparation ou de remplacement des biens concernés, le rapport d'expertise détaillant les coûts de réparation ou de remplacement.

§ 3. Les personnes physiques visées à l'article 9, 4°, alinéa 2, du décret fournissent également une attestation établie par le Centre public d'action sociale.

§ 4. Le demandeur fournit à l'Administration, ou tient à disposition de l'expert mandaté par l'Administration, tout document, certificat ou attestation qui lui serait expressément demandé.

§ 5. Lorsque les biens endommagés sont couverts par un contrat d'assurance, le demandeur sollicite, préalablement à sa demande d'aide à la réparation, l'intervention de sa compagnie d'assurance et en fournit la preuve.

Dans les cas où l'Administration constate, à l'analyse de la police d'assurance, que la compagnie d'assurance est manifestement en défaut d'exécution de ses obligations contractuelles à l'égard du demandeur, elle peut proposer au Ministre de refuser l'attestation de non-intervention établie par ladite compagnie et de déclarer le dossier du demandeur non fondé.

CHAPITRE IV. — Estimation des dommages

Art. 6. Un dommage est considéré comme total dans les cas suivants :

1° en ce qui concerne les biens immeubles bâtis, lorsque les deux tiers au moins de la construction sont détruits;

2° en ce qui concerne tous les autres biens, dès que le coût probable de la réparation, de la remise en état ou le remplacement de ces biens est supérieur à leur valeur vénale immédiatement avant le sinistre.

Art. 7. Le montant d'un dommage est estimé comme suit :

1° pour les biens immeubles :

a) en cas de dommage total : en valeur de reconstruction suivant devis détaillé ou, à défaut, au mètre carré ou cube bâti;

b) en cas de dommage partiel : sur la base des prix unitaires moyens, taxes comprises, repris du bordereau des prix unitaires édité par l'Association belge des Experts en vigueur au moment du sinistre;

2° pour les locaux mobiles servant d'habitation :

a) en cas de dommage total : en valeur de remplacement sur base d'un devis détaillé de remplacement;

b) en cas de dommage partiel : en coût de réparation sur base d'un devis détaillé de réparation;

3° pour les biens meubles d'usage courant ou familial, en ce compris les moyens de locomotion d'usage courant et familial :

a) en cas de dommage total aux biens meubles : sur la base du coût de remplacement des biens;

b) en cas de dommage total aux moyens de locomotion : sur la base de la valeur vénale;

c) en cas de dommage partiel : en coût de réparation ou de remise en état sur base de devis détaillés ou de factures;

4° pour les autres biens corporels repris à l'article 8, 4°, du décret, le montant du dommage est établi sur la base du prix de revient, bénéfice exclu, déduction faite des frais;

5° pour les biens agricoles et horticoles repris à l'article 8, 5°, du décret, le montant du dommage est établi sur la base des productions brutes standard les plus récentes établies par le Service public de Wallonie ou, à défaut, sur la base des prix de revient, bénéfice exclu, déduction faite des frais non exposés;

6° pour les peuplements forestiers :

a) sur la base des prix de revient;

b) s'ils étaient parvenus à maturité, sur la base de la valeur marchande.

En ce qui concerne le 3°, a), le montant pris en compte pour l'estimation du dommage ne peut pas dépasser les montants maxima repris à l'article 8.

En ce qui concerne le 3°, b), le montant pris en compte pour l'estimation du dommage ne peut dépasser les montants maxima repris à l'article 9.

Le Service public de Wallonie, Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement, Département de la Nature et des Forêts, est chargé de fournir la méthodologie et les informations nécessaires à l'estimation des dommages visés au 6°.

Art. 8. § 1^{er}. Seules les catégories suivantes de biens meubles d'usage courant et familial sont prises en considération lors de l'estimation du montant du dommage :

Catégories de biens meubles d'usage courant et familial	Montant maximum pris en considération lors de l'estimation du dommage total (T.V.A.C.)		
	Par ménage	Par personne	Par élément
1. Mobilier de cuisine	1.500,00 euros		
2. Ustensiles de cuisine et vaisselle	500,00 euros		
3. Electroménagers (linge et nettoyage)	900,00 euros		
4. Electroménagers (cuisine)	1.800,00 euros		
5. Mobilier salon/salle à manger/hall	1.450,00 euros		

Catégories de biens meubles d'usage courant et familial	Montant maximum pris en considération lors de l'estimation du dommage total (T.V.A.C.)		
	Par ménage	Par personne	Par élément
6. Matériel salon/salle à manger/hall	100,00 euros		
7. Mobilier de bureau	500,00 euros		
8. Matériel de bureau	100,00 euros		
9. Matériel multimédia	1.000,00 euros		
10. Mobilier chambre à coucher		700,00 euros	
11. Matériel de chambre à coucher et literie		150,00 euros	
12. Garniture de fenêtre (par fenêtre)			50,00 euros
13. Eclairage (par pièce)			100,00 euros
14. Mobilier de salle de bain	250,00 euros		
15. Matériel de salle de bain	250,00 euros		
16. Biens personnels		1.000,00 euros	
17. Mobilier buanderie/garage/cabane	200,00 euros		
18. Mobilier de jardin	500,00 euros		
19. Outils	500,00 euros		
20. Eléments de chauffage	2.000,00 euros		
21. Combustible de chauffage		75,00 euros	

§ 2. Le Ministre est chargé d'adapter et de publier annuellement les montants maxima repris au paragraphe 1^{er}, et ce, après consultation de l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique.

Art. 9. § 1^{er}. Seules les catégories de moyens de locomotion d'usage courant et familial suivantes sont prises en considération lors de l'estimation du montant du dommage :

Catégories de moyens de locomotion d'usage courant et familial	Montant maximum pris en considération lors de l'estimation du dommage total (T.V.A.C.)
1. Automobile de 0 à 66 kW inclus	8.125,00 euros
2. Automobile de 67 à 100 kW inclus	10.000,00 euros
3. Automobile de plus de 100 kW	12.500,00 euros
4. Motocyclette jusque 500 cc	3.125,00 euros
5. Motocyclette à partir de 500 cc	5.000,00 euros
6. Vélomoteur (max. 40 km/h)	1.500,00 euros
7. Vélo électrique	1.000,00 euros
8. Vélo	250,00 euros

§ 2. Le Ministre est chargé d'adapter et de publier annuellement les montants maxima repris au paragraphe 1^{er} et ce, après consultation de l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique.

§ 3. Le nombre de moyens de locomotion pris en considération pour l'estimation du montant du dommage est limité au nombre de personnes composant le ménage à la date du dommage si elles sont porteuses d'un permis de conduire valable pour la catégorie des moyens de locomotion endommagés.

§ 4. Lorsque plusieurs automobiles donnent lieu à l'aide à la réparation au sein d'un même ménage, la puissance réelle exprimée en kilowatt pour la première automobile est prise en compte.

Les autres automobiles sont réputées appartenir à la catégorie 1 du tableau du paragraphe 1^{er}.

§ 5. Lorsque plusieurs motocyclettes donnent lieu à l'aide à la réparation au sein d'un ménage, la valeur réelle du nombre de centimètres cubes pour la première motocyclette est prise en compte. Les autres motocyclettes sont réputées appartenir à la catégorie 4 du tableau du paragraphe 1^{er}.

CHAPITRE V. — Calcul de l'aide à la réparation

Art. 10. Le montant de l'aide à la réparation visée à l'article 14 du décret est calculé sur base du montant total du dommage estimé.

Art. 11. § 1^{er}. Un montant de 249,99 euros est retenu, à titre d'abattement sur l'aide à la réparation pour chaque demande.

Lorsque les époux et cohabitants décident d'introduire plusieurs demandes pour l'ensemble de leurs biens, l'abattement s'applique pour chacune des demandes introduites.

Dans les autres cas d'indivision pour lesquels une seule demande a été introduite, l'abattement est appliqué proportionnellement aux quotités de chacun des indivisaires.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, les demandes introduites par les personnes physiques visées à l'article 9, 4^o, alinéa 2, du décret, ne sont pas grevées d'un abattement.

Art. 12. Pour le calcul de l'aide à la réparation, le montant total du dommage estimé est scindé en tranches auxquelles est appliqué un pourcentage d'intervention.

Chaque tranche est affectée du coefficient correspondant, suivant le tableau ci-après :

Tranches successives du montant total des dommages (en euro)	Pourcentage d'intervention	Montant cumulé des tranches précédentes
0,01 euro jusqu'à 249,99 euros (abattement)	0 %	—
250,00 euros jusqu'à 9.999,99 euros	100 %	0 euro
10.000,00 euros jusqu'à 19.999,99 euros	80 %	9.749,99 euros
20.000,00 euros jusqu'à 29.999,99 euros	60 %	17.749,98 euros
30.000,00 euros jusqu'à 249.999,99 euros	40 %	23.749,98 euros
A partir de 250.000,00 euros	0 %	111.749,97 euros
		111.749,97 euros

Art. 13. L'aide à la réparation, calculée conformément à l'article 11, est majorée du coût justifié des mesures et travaux conservatoires à caractère provisoire, réalisés aux frais du demandeur et reconnus utiles à la limitation des dommages, à concurrence des septante pour cent du coût total de ces défraiements.

Art. 14. L'aide à la réparation, calculée conformément à l'article 11, est diminuée de toutes libéralités, sommes, fournitures ou prestations de travaux, obtenues ou dues de tiers en vue de dédommager partiellement ou totalement le demandeur.

CHAPITRE VI. — Paiement et emploi de l'aide à la réparation

Art. 15. L'Administration effectue le paiement de la première tranche de l'aide à la réparation dès la notification au bénéficiaire de la décision motivée visée à l'article 15 du décret.

La première tranche correspond à septante pour cent de l'aide à la réparation calculée conformément à l'article 11. Elle est présumée remployée.

Lorsque la preuve de ce remploi est apportée par la production des factures correspondantes ou des preuves de réparation, le solde restant est liquidé.

Par dérogation aux alinéas précédents, lorsque le montant de l'aide à la réparation est inférieur ou équivalent à 250,00 euros, elle est liquidée intégralement et présumée remployée.

Art. 16. § 1^{er}. Le Ministre peut accorder, à la demande du bénéficiaire, une dérogation quant au remploi conformément à l'article 16, § 2, du décret qui peut être, dans les limites du territoire régional :

1° l'autorisation de reconstruire ou de construire sur une autre assiette que celle du bien détruit, notamment lorsque le bien est situé en zone d'aléa d'inondation;

2° l'autorisation d'aménager un autre bien appartenant au bénéficiaire;

3° l'autorisation de créer un bien nouveau comportant une affectation différente de celle du bien endommagé;

4° l'autorisation d'acquérir un immeuble de remplacement;

5° les cas où le remploi est impossible.

§ 2. Le Ministre peut, conformément à l'article 16, § 2, du décret, exiger l'affectation de l'aide à la réparation, à la construction ou à la reconstruction d'un bien immeuble ou la réinstallation d'un local mobile en dehors de la zone sinistrée quand ces biens se situent dans une zone d'aléa d'inondation élevée.

Art. 17. Le Ministre peut, lorsque des circonstances exceptionnelles le justifient, proroger le délai de trois ans imparti au bénéficiaire par l'article 16, § 1^{er}, du décret pour la réalisation du remploi de l'aide à la réparation.

Il peut notamment s'agir de circonstances liées à l'obtention d'un permis de bâtir, à la régénération naturelle de la forêt ou à la réalisation d'un marché public.

CHAPITRE VII. — Dommages au domaine public

Art. 18. § 1^{er}. La demande d'aide à la réparation visée à l'article 18 du décret est introduite à l'aide des formulaires préétablis à cet effet par l'Administration.

La demande d'aide susvisée est introduite après publication au *Moniteur belge* de l'arrêté du Gouvernement wallon portant reconnaissance d'une calamité naturelle publique.

§ 2. La demande est accompagnée de toutes pièces justificatives tendant à établir, d'une part, la qualité du demandeur et, d'autre part, l'existence et l'importance des dommages.

Il peut notamment s'agir des éléments suivants : les certificats de propriété immobilière, l'attestation d'intervention ou de non-intervention de la compagnie d'assurances, les procès-verbaux de constatation et d'estimation des dommages, le certificat d'immatriculation et la carte verte pour les véhicules, les devis ou factures détaillées de réparation ou de remplacement des biens concernés, le rapport d'expertise détaillant les coûts de réparation ou de remplacement.

Le demandeur fournit à l'Administration, ou tient à disposition de l'expert mandaté par l'Administration, tout document, certificat ou attestation qui lui serait expressément demandé.

Art. 19. Le montant de l'aide à la réparation visée à l'article 14 du décret, est calculé sur base du montant total du dommage estimé aux biens du domaine public d'une personne morale visée par l'article 18 du décret. Ce montant est ventilé par catégories de biens.

Art. 20. Un montant de 12.499,99 euros est retenu sur le montant de l'aide à la réparation pour chaque demande à titre d'abattement.

Art. 21. Pour le calcul de l'aide à la réparation, un pourcentage d'intervention de septante pour cent est appliqué au montant total du dommage estimé d'intervention. L'aide est toutefois plafonnée à 615.000,00 euros.

Art. 22. L'aide à la réparation, calculée conformément à l'article 21, est majorée du coût justifié des mesures et travaux conservatoires à caractère provisoire réalisés aux frais du demandeur et reconnus utiles à la limitation des dommages, à concurrence des septante pour cent du coût total de ces défraiements.

Art. 23. L'aide à la réparation, calculée conformément à l'article 21, est diminuée de toutes sommes payées ou dues par des tiers, exception faite des pouvoirs publics, à titre de couverture ou de réparation des dommages visés par le présent arrêté.

Art. 24. L'Administration effectue le paiement de la première tranche de l'aide à la réparation prévue à l'article 18 du décret dès la notification au bénéficiaire de la décision motivée visée à l'article 15 du décret.

Le paiement de la première tranche correspond à trente-cinq pour cent de l'aide à la réparation calculée conformément à l'article 21. La première tranche de l'aide à la réparation est présumée remployée.

Lorsque que la preuve de ce remploi est apportée par la production des factures correspondantes, les tranches suivantes sont liquidées en fonction de l'avancement des travaux et après contrôle de leur remploi.

CHAPITRE VIII. — *Transmission des pièces et dossiers relatifs aux demandes d'aide à la réparation, et des décisions y afférentes*

Art. 25. Les demandeurs qui sollicitent l'octroi d'une aide à la réparation peuvent introduire leurs pièces et dossiers par envoi postal ou via le guichet électronique accessible à partir du portail wallon des Pouvoirs locaux.

Art. 26. Les demandeurs s'identifient au moyen de leur carte d'identité électronique.

Un accusé de réception technique du dépôt est automatiquement expédié par envoi électronique à l'adresse électronique mentionnée dans le formulaire de dépôt.

Art. 27. Toutes notifications des décisions sont transmises par envoi électronique à l'adresse électronique mentionnée dans le formulaire de dépôt. Elles font également l'objet d'un envoi postal.

CHAPITRE IX. — *Dispositions finales*

Art. 28. Le présent arrêté entre en vigueur le même jour que le décret.

Art. 29. Le Ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 21 juillet 2016.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

ANNEXE

Critères physiques de reconnaissance d'une calamité naturelle publique

La liste ci-dessous énumère les phénomènes naturels et générateurs potentiels de dégâts.

Pour chacun d'eux, l'analyse de critères spécifiques permet de caractériser leur intensité. Leur caractère exceptionnel est estimé par le dépassement de certaines valeurs seuils associées aux critères précités.

Cette liste se limite aux phénomènes naturels les plus couramment observés en Wallonie. Chaque type de phénomène y est d'abord décrit de manière succincte; ensuite le ou les critères physiques permettant d'évaluer son intensité sont énumérés ainsi que les seuils minima pour le qualifier d'exceptionnel; enfin, les éléments nécessaires à leur détermination et à l'élaboration du rapport complet par le Centre régional de crise de Wallonie (CRC-W) sont détaillés en précisant l'organisme qui doit les fournir.

Dans le cas d'un phénomène non répertorié ou à défaut de seuil relatif à un critère spécifique, un phénomène est qualifié d'exceptionnel lorsque sa période de retour statistique est de 25 ans au moins et que son origine naturelle est démontrée.

1. Inondation par ruissellement

1.1. Description

Les inondations par ruissellement se produisent lors de précipitations atmosphériques sous forme de pluies très intenses, associées éventuellement à des orages violents, et quand la capacité d'infiltration des sols est insuffisante.

Cette absorption réduite peut se présenter dans les cas de figure suivants :

- après une période humide prolongée rendant les sols proches de la saturation;
- lorsque les sols sont gelés;
- lorsque les sols sont saturés par une remontée de nappe;
- après une période de sécheresse avec formation d'une croûte imperméable en surface des terres arables;
- lorsqu'une superficie significative d'un bassin versant est urbanisée.

Ces inondations sont généralement de courte durée et présentent un caractère local.

Elles sont le plus souvent accompagnées de coulée boueuse.

1.2. Critères d'intensité et seuil de qualification du caractère exceptionnel

Précipitations atmosphériques sous forme pluvieuse dépassant soit 35 mm en une heure, soit 70 mm en 24 heures, correspondant aux valeurs médianes d'une période de retour statistique de 25 ans sur le territoire de la Wallonie. Le cas échéant, cette dernière valeur comprend l'équivalent en eau de la fonte rapide de la neige accumulée encore présente au début de l'événement.

1.3. Méthode de détermination

1.3.1. Situation météorologique générale y compris les températures établies par l'Institut royal de météorologique (IRM).

1.3.2. Observations enregistrées aux stations des réseaux pluviométriques de l'IRM et du Service public de Wallonie (après validation par l'IRM), les plus proches du lieu de l'inondation.

1.3.3. Images Radar de l'IRM : le radar peut être utilisé pour connaître l'importance relative d'un endroit à l'autre des quantités d'eau tombée (en 1 h ou en 24 h). Ensuite, une comparaison des estimations des quantités de pluie données par le radar avec les mesures des pluviomètres au sol permet d'indiquer les zones où la probabilité de dépassement des seuils de précipitations est élevée.

1.3.4. Réseau Bells (Belgian Lightning and Localisation System) de l'IRM : en complément des données radar, ce système fournit des indications utiles sur l'intensité de l'activité électrique des cellules orageuses éventuelles et sur le déplacement de ces cellules.

1.3.5. Observations de terrain (photos, enregistrements vidéo,...), informations des fonctionnaires "planu", liste des interventions des services de secours, messages d'avertissement, main courante des acteurs de crise, articles de presse,... récoltés et validés par le CRC-W.

2. Inondation par débordement du réseau hydrographique

2.1. Description

Submersion temporaire exceptionnelle d'un espace terrestre suite à des précipitations atmosphériques prolongées, éventuellement associées à une fonte rapide de neige ou à une rupture naturelle de digue ayant généré une crue d'un élément du réseau hydrographique (cours d'eau, canal, lac, étang). Sont considérées comme formant une seule inondation l'inondation initiale et toute inondation survenant dans les 168 heures après la décrue.

2.2. Critères d'intensité et seuils de qualification du caractère exceptionnel

a) pour les inondations par débordement de cours d'eau :

- débit horaire du pic de crue, observé ou calculé, dépassant le débit de période de retour 25 ans, à l'endroit de l'inondation;

- à défaut, les précipitations atmosphériques observées, sous forme pluvieuse, sur le bassin versant en amont du lieu de l'inondation dépassant soit 35 mm en une heure, soit 75 mm en 24 heures, correspondant aux valeurs médianes d'une période de retour statistique de 25 ans sur le territoire de la Wallonie. Le cas échéant, cette dernière valeur comprend l'équivalent en eau de la fonte rapide de la neige accumulée encore présente;

b) en cas de rupture naturelle de digue, l'inondation qui s'ensuit constitue en elle-même un événement exceptionnel;

c) dans les autres cas ou lorsque les séries de données disponibles ne permettent pas le calcul d'une période de retour statistique :

- comparaison avec une station voisine similaire pour laquelle des données sont disponibles;

- à défaut, si l'occurrence de l'inondation à cet endroit est de moins de deux fois au cours des 10 dernières années.

2.3. Méthode de détermination

2.3.1. Sur la base des observations validées de débits horaires enregistrés par les réseaux hydrologique "infocru" et "aqualim" gérés respectivement par la DGO2 et la DGO3 du Service public de Wallonie; les calculs statistiques sont effectués par ces mêmes services conformément à la méthode validée par le Groupe transversal inondations pour évaluer la période de retour statistique de l'événement.

2.3.2. Observations enregistrées aux stations des réseaux pluviométriques de l'IRM ou du Service public de Wallonie (après validation par l'IRM) situées sur le bassin versant amont du lieu de l'inondation ou à proximité de celui-ci.

2.3.3. Situation météorologique générale y compris les températures établie par l'IRM.

2.3.4. Images Radar de l'IRM : le radar peut être utilisé pour connaître l'importance relative d'un endroit à l'autre des quantités d'eau tombée (en 1 h ou en 24 h). Ensuite, une comparaison des estimations des quantités de pluie données par le radar avec les mesures des pluviomètres au sol permet d'indiquer les zones où la probabilité de dépassement des seuils de précipitations est élevée.

2.3.5. Réseau Bells (Belgian Lightning and Localisation System) de l'IRM : en complément des données radar, ce système fournit des indications utiles sur l'intensité de l'activité électrique des cellules orageuses éventuelles et sur le déplacement de ces cellules.

2.3.6. Observations du niveau des nappes phréatiques enregistrées et validées par la DGO3 du Service public de Wallonie.

2.3.7. Observations de terrain (photos, enregistrements vidéo,...), informations des fonctionnaires "planu", liste des interventions des services de secours, messages d'avertissement météo et de prévision de crue, main courante des acteurs de crise, articles de presse,... récoltés et validés par le CRC-W.

3. Tempête synoptique

3.1. Description

Une tempête synoptique est une perturbation atmosphérique de grande échelle caractérisée par des vents violents, pouvant être accompagnée de précipitations abondantes et d'orages.

3.2. Critères d'intensité et seuil de qualification du caractère exceptionnel

Les vents observés dépassent une valeur de pointe de 130 km à l'heure à la station anémométrique du réseau synoptique belge la plus proche.

3.3. Méthode de détermination

3.3.1. Observations de vents enregistrées par le réseau synoptique belge et validées par l'IRM.

3.3.2. Situation météorologique générale établie par l'IRM.

3.3.2. Observations de terrain (photos, enregistrements vidéo,...), information d'interventions des services de secours, messages d'avertissement, main courante des acteurs de crise, articles de presse,... récoltés et validés par le CRC-W.

4. Tornade et rafale descendante

4.1. Description

Une **tornade** est un tourbillon de vent de vitesse très élevée, prenant naissance à la base d'un nuage d'orage (*cumulonimbus*) lorsque les conditions de cisaillement des vents sont favorables dans la basse atmosphère. En surface, des vents très violents peuvent causer des dégâts considérables. Les tornades sont généralement très localisées dans le temps et dans l'espace, mais on observe parfois que la colonne d'air tourbillonnant entre en contact avec la surface, remonte ensuite vers le nuage et revient en surface plus loin dans une autre région, à un autre endroit de la trajectoire suivie par les cellules orageuses. Localement, les dommages sont généralement observés à l'intérieur d'un corridor relativement étroit.

Une rafale descendante est un courant atmosphérique descendant intense sous un orage, dont l'écrasement en surface produit des vents violents, divergents et turbulents. Il est formé par la descente de précipitations et d'air plus froid et sec qui s'infiltre dans le *cumulonimbus*, donnant lieu à une goutte froide s'étendant en éventail sous le nuage en arrivant au sol. Les rafales descendantes peuvent se produire sous des orages individuels ou être liées à un ensemble de cellules particulières dans une ligne orageuse en déplacement. Les dommages vont donc être observés à l'intérieur de corridors plus ou moins larges.

4.2. Critères d'intensité et seuil de qualification du caractère exceptionnel

Compte tenu du caractère local de ces phénomènes et de la difficulté qui en résulte d'obtenir des mesures de la vitesse du vent, on utilise les dommages observés pour juger de l'exceptionnalité en se basant sur l'échelle améliorée de Fujita.

Atteinte de la catégorie EF2 au moins sur l'échelle de FUJITA améliorée : *"les dommages sont considérables tels que toits soufflés sur des maisons bien construites, maisons à charpente légère déplacées de leurs fondations, maisons mobiles et granges détruites, la plupart des arbres sont déracinés ou brisés."*

4.3. Méthodes de détermination

4.3.1. Echelle de Fujita améliorée. Cette échelle, à partir de la gravité des dégâts observés, permet d'estimer la puissance de la tornade qui en est la cause au départ de 28 catégories d'éléments endommagés.

4.3.2. Observations de terrain (photos, enregistrements vidéo,...), informations des fonctionnaires "planu", liste des interventions des services de secours, messages d'avertissement, main courante des acteurs de crise, articles de presse,... récoltés et validés par le CRC-W.

4.3.3. L'Institut royal météorologique fournit, le cas échéant, les informations météorologiques dont il dispose sur le phénomène.

5. Chute de grêlons

5.1. Description

Précipitations formées de particules de glace bien spécifiques, qui sont ou bien séparées, ou bien agglomérées en blocs irréguliers; ces particules, les grêlons, ont souvent une forme sphérique (quelquefois conique) plus ou moins régulière, et leur diamètre varie dans nos régions généralement de 5 mm à 5 cm.

5.2. Critères d'intensité et seuil de qualification du caractère exceptionnel

La taille des grêlons observés doit atteindre un diamètre d'au minimum 4 cm.

A défaut, l'échelle de TORRO est utilisée et le degré H5 au moins doit être atteint : *"certaines toitures en ardoise et certaines tuiles en poterie sont brisées; de nombreuses vitres sont cassées; les panneaux des toits en verre et les vitres en verre armé sont brisés; la carrosserie de la plupart des véhicules exposés à la grêle est visiblement bosselée; le fuselage d'avions légers est bosselé; il y a un risque de blessures graves ou même mortelles pour de petits animaux; des morceaux d'écorce sont arrachés des arbres; les boiseries sont bosselées et fendues; les grandes branches des arbres sont arrachées."*

5.3. Méthodes de détermination

5.3.1. Observations de terrain (photos, enregistrements vidéo,...), informations des fonctionnaires "planu", liste des interventions des services de secours, messages d'avertissement, main courante des acteurs de crise, articles de presse,... récoltés et validés par le CRC-W.

5.3.2. Echelle de TORRO. A partir de la gravité des dégâts observés, il est possible de déterminer le degré atteint sur l'échelle.

5.3.3. Données Radar de l'IRM : l'analyse de ces données permet d'indiquer les régions du pays où les probabilités qu'il y a eu chutes de grêle sont très importantes.

5.3.4. L'IRM fournit, le cas échéant, les informations météorologiques dont il dispose sur le phénomène.

6. Accumulation de neige

6.1. Description

La neige est une forme de précipitation constituée de particules de glace ramifiées contenant de l'air qui sont la plupart du temps cristallisées et agglomérées en flocons, de structure et d'aspect très variables. L'accumulation de neige sur plusieurs jours peut donner lieu à une augmentation importante du poids de celle-ci par le phénomène de dégel et regel, réduit cependant par la sublimation de la neige en cas d'ensoleillement.

La charge d'une couche de neige est fonction de son épaisseur et de sa densité.

6.2. Critères d'intensité et seuil de qualification du caractère exceptionnel

L'épaisseur de neige accumulée doit générer une charge sur un terrain horizontal supérieure à celle prévue par la norme NBN ENV 1991-1-3 sous l'hypothèse d'une toiture plate assortie d'un coefficient de sécurité de 1,5.

L'altitude à prendre en compte est celle du point culminant de la commune concernée.

En l'absence de mesure de densité de la neige effectuée in situ, une densité par défaut de 1,5 kN/m² sera utilisée conformément à la norme ci-dessus.

6.3. Méthodes de détermination

6.3.1. Observations de terrain (photos, enregistrements vidéo,...), informations des fonctionnaires "planu", liste des interventions des services de secours, messages d'avertissement, main courante des acteurs de crise, articles de presse,... récoltés et validés par le CRC-W.

6.3.2. Observations de la couche de neige dans le réseau climatologique belge, validées par l'IRM.

6.3.3. Situation météorologique générale y compris les températures, établie par l'IRM.

6.3.4. Calcul par le CRC-W en application de la norme précitée.

7. Séisme

7.1. Description

Un séisme correspond à un mouvement relatif brusque de deux blocs de la croûte terrestre le long d'une faille généralement préexistante. Cette rupture s'accompagne d'une libération soudaine d'une grande quantité d'énergie élastique, générant différents types d'ondes sismiques qui vont rayonner et se traduire en surface par des vibrations du sol.

Sont considérés comme formant un seul tremblement de terre le tremblement de terre initial ainsi que les répliques intervenant dans les 168 heures et les phénomènes naturels qui s'ensuivent.

7.2. Critères d'intensité et seuil de qualification du caractère exceptionnel

Magnitude locale ML de 4.0 sur l'échelle de Richter calculée par l'Observatoire royal de Belgique (ORB)

ET

Degré d'intensité VII dans l'Echelle Macrosismique Européenne en ce qui concerne les dégâts subis en Belgique :

a) la plupart des personnes sont effrayées et essaient de se précipiter dehors. De nombreuses personnes éprouvent des difficultés à se tenir debout, en particulier aux étages supérieurs;

b) les meubles sont déplacés et les meubles dont le centre de gravité est élevé peuvent se retourner. Les objets tombent des étagères en grand nombre. Les récipients, les réservoirs et les piscines débordent;

c) de nombreux bâtiments de la classe de vulnérabilité A subissent des dégâts de degré 3, quelques-uns de degré 4. De nombreux bâtiments de la classe de vulnérabilité B subissent des dégâts de degré 2, quelques-uns de degré 3. Quelques bâtiments de la classe de vulnérabilité C subissent des dégâts de degré 2. Quelques bâtiments de la classe de vulnérabilité D subissent des dégâts de degré 1.

7.3. Méthodes de détermination

7.3.1. Echelle d'intensité EMS98. L'ORB réalise une enquête officielle en ligne auprès des administrations communales et des particuliers de manière à établir une carte, dite macrosismique, indiquant l'intensité (EMS-98) dans chaque localité.

7.3.2. Réseau de sismomètres et d'accéléromètres de l'ORB (Echelle de Richter).

7.3.3. Observations de terrain (photos, enregistrements vidéo,...), informations des fonctionnaires "planu", liste des interventions des services de secours, main courante des acteurs de crise, articles de presse,... récoltés et validés par le CRC-W.

8. Affaissement et glissement de terrain

8.1. Description

Un glissement ou un affaissement de terrain, est un mouvement soudain dû à un phénomène naturel, à l'exception du tremblement de terre, d'une masse importante de terrain qui détruit ou endommage des biens souvent à une échelle très locale.

Le glissement se caractérise dans sa partie amont, par des niches d'arrachement ou crevasses, principales et latérales, avec brusque rupture de pente (pente concave); dans sa partie aval, par un bourrelet de pied (ou frontal) à pente convexe. La poussée exercée par le bourrelet de pied se marque fréquemment par un tracé anormal des cours d'eau en aval; par une surface topographique bosselée (ondulations, dissémination de blocs de forte taille,...).

Les glissements de terrils artificiels ne sont pas considérés comme des phénomènes naturels.

L'affaissement de terrain en Wallonie trouve généralement son origine dans un effondrement souterrain naturel, conséquence de l'activité de l'eau en zone karstique.

Les affaissements dus à des effondrements souterrains liés à une exploitation minière ou à des pompages ne sont pas considérés comme des phénomènes naturels. Il en est de même pour ceux consécutifs à l'exploitation d'une carrière.

Des manifestations telles que fissuration des bâtiments, arbres couchés ou inclinés, déformation du réseau routier traversant le glissement sont aussi des critères d'identification de mouvements actifs.

8.2. Critères d'intensité et seuil de qualification du caractère exceptionnel

- origine naturelle avérée du phénomène;

- dégâts aux bâtiments au moins similaires à ceux décrits pour l'intensité VII dans l'Echelle Macrosismique Européenne : de nombreux bâtiments de la classe de vulnérabilité A subissent des dégâts de degré 3, quelques-uns de degré 4. De nombreux bâtiments de la classe de vulnérabilité B subissent des dégâts de degré 2, quelques-uns de degré 3. Quelques bâtiments de la classe de vulnérabilité C subissent des dégâts de degré 2. Quelques bâtiments de la classe de vulnérabilité D subissent des dégâts de degré 1;

- rupture brutale des canalisations; affaissement généralisé des routes, chemins et terrasses.

8.3. Méthodes de détermination

8.3.1. Caractérisation de l'origine naturelle du phénomène par la Cellule d'Avis et de Conseils Effondrements (CACEff) du Service public de Wallonie.

8.3.2. Enquête locale et application de l'échelle EMS98 par le Centre régional de crise de Wallonie avec l'appui de la CACEff.

8.3.3. Observations de terrain (photos, enregistrements vidéo,...), informations des fonctionnaires "planu", liste des interventions des services de secours, messages d'avertissement, main courante des acteurs de crise, articles de presse,... récoltés et validés par le CRC-W

9. Eboulement rocheux

9.1. Description

L'éboulement rocheux concerne une désolidarisation soudaine et brutale d'une structure naturelle composée de roches cohérentes avec chute de matériaux. Le résultat de cette chute est l'entassement au sol de terre et de rochers.

Ce sont les alternances naturelles de gel-dégel qui favorisent l'altération physique de la roche; des précipitations pluvieuses intenses et l'infiltration d'eau dans le massif rocheux peuvent constituer des facteurs déclenchants.

9.2. Critères d'intensité et seuil de qualification du caractère exceptionnel

- origine naturelle avérée du phénomène;

- la quantité de matériaux entassés suite à l'éboulement est supérieure à 10 m³.

9.3. Méthode de détermination

9.3.1. Caractérisation de l'origine naturelle du phénomène par la Cellule d'Avis et de Conseils Effondrements (CACEff) du Service public de Wallonie.

9.3.2. Enquête locale par le Centre régional de crise de Wallonie avec l'appui de la CACEff.

9.3.3. L'institut royal météorologique fournit, le cas échéant, des informations météorologiques de précipitations et de température pour une période de dix jours précédant l'événement.

9.3.4. Observations de terrain (photos, enregistrements vidéo,...), informations des fonctionnaires "planu", liste des interventions des services de secours, messages d'avertissement, main courante des acteurs de crise, articles de presse,... récoltés et validés par le CRC-W.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 juillet 2016 portant exécution du décret du 26 mai 2016 relatif à la réparation de certains dommages causés par des calamités naturelles publiques.

Namur, le 21 juillet 2016.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2016/205147]

21. JULI 2016 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Ausführung des Dekrets vom 26. Mai 2016 über die Wiedergutmachung bestimmter Schäden, die durch allgemeine Naturkatastrophen entstanden sind

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 26. Mai 2016 über die Wiedergutmachung bestimmter Schäden, die durch allgemeine Naturkatastrophen entstanden sind, Artikel 3 § 1, 8 Absatz 1 Ziffer 3, 10 § 3, 13 Absatz 2, 16 § 2, 14 und 18;

Aufgrund des am 11. April 2016 abgegebenen Gutachtens des Finanzinspektors;

Aufgrund des in Anwendung von Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Berichts über die Auswirkungen des Entwurfs auf die jeweilige Situation der Frauen und Männer, der zu der Schlussfolgerung gelangt, dass der Entwurf keine erheblichen, direkten oder indirekten Folgen auf eine oder mehrere Gruppen von Personen hinsichtlich der geschlechterbezogenen Zusammensetzung der Gruppe hat;

Aufgrund des am 22. Juni 2016 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 59.488/4;

Auf Vorschlag des Minister-Präsidenten;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — Begriffsbestimmungen

Artikel 1 - Im Sinne vorliegenden Erlasses versteht man unter:

1° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die finanzielle Intervention infolge von Schäden, die durch allgemeine Naturkatastrophen entstanden sind, gehört;

2° Dekret: das Dekret vom 26. Mai 2016 über die Wiedergutmachung bestimmter Schäden, die durch allgemeine Naturkatastrophen entstanden sind;

3° Verwaltung: die Direktion des Öffentlichen Dienstes der Wallonie, die mit der Untersuchung der Anträge auf Schadenersatzzahlung infolge von anerkannten allgemeinen Naturkatastrophen beauftragt wird.

KAPITEL II — Verfahren und Anerkennungskriterien

Art. 2 - § 1 - Auf Antrag des Bürgermeisters einer Stadt oder Gemeinde, die ihrer Ansicht nach von einem Naturereignis außergewöhnlicher Art betroffen worden ist, leitet die Regierung ein Anerkennungsverfahren ein.

Der Antrag wird bei der Verwaltung anhand des von ihr vorgefertigten Formulars eingereicht; dieses Formular enthält unbedingt die folgenden zur Identifizierung notwendigen Angaben:

1° Zeitpunkt(e) des Ereignisses;

2° Art des oder der Ereignisse;

3° betroffenes geographisches Gebiet innerhalb der Gemeinde;

4° Einschätzung der Anzahl der Geschädigten;

5° Art der erlittenen Schäden;

6° Fotos oder Videos der wichtigsten Schäden mit deren Lokalisierung;

7° Liste der wichtigsten Schäden am öffentlichen Eigentum.

§ 2 - Unter Androhung der Unzulässigkeit verfügen die Städte und Gemeinden über eine Frist von fünfzehn Tagen ab dem Tag nach demjenigen des Naturereignisses, um die oben genannte Akte vorzulegen.

§ 3 - Wenn mehrere Ereignisse derselben Art im Laufe einer Periode von sieben Tagen nach dem Eintreten des ersten Ereignisses stattfinden, muss bei der Verwaltung ein einziger Antrag, der diese Ereignisse ausführlich beschreibt, eingereicht werden.

Art. 3 - Die Verwaltung prüft das ihr zur Kenntnis gebrachte Naturereignis unter Berücksichtigung der im Anhang zu vorliegendem Erlass aufgeführten Anerkennungskriterien.

Zwecks dieser Prüfung beauftragt die Verwaltung das regionale Krisenzentrum damit, ihr einen ausführlichen technischen Bericht vorzulegen, der ebenfalls Schlussfolgerungen über die Einstufung des geprüften Naturereignisses als allgemeine Naturkatastrophe beinhaltet. Zu diesem Zweck kann das regionale Krisenzentrum insbesondere das Gutachten des Königlichen Meteorologischen Instituts, des Königlichen Observatoriums von Belgien und der zuständigen regionalen Dienststellen beantragen.

Die Verwaltung berät sich mit dem regionalen Krisenzentrum, um die Schlussfolgerungen des oben genannten technischen Berichts vorzubereiten.

Sie übermittelt dem Minister den Bericht des regionalen Krisenzentrums mit einem Vorschlag zu einem begründeten Beschluss.

Auf Vorschlag des Ministers kann die Regierung das Naturereignis als allgemeine Naturkatastrophe anerkennen.

Der Minister kann die Verwaltung damit beauftragen, den Städten und Gemeinden, die einen Antrag eingereicht haben, die Anerkennung oder Nichtanerkennung zu notifizieren.

Art. 4 - Die Kriterien zur Anerkennung einer allgemeinen Naturkatastrophe hängen von der Art des Naturereignisses ab. Die verschiedenen Arten von Naturereignissen werden im Anhang zu vorliegendem Erlass aufgeführt.

In Ermangelung von spezifischen Kriterien kann ein Naturereignis als außergewöhnlich eingestuft werden, wenn sein statistisches Wiederkehrintervall mindestens fünfundzwanzig Jahre ist.

In dem in Artikel 2 § 3 vorgesehenen Fall kann die Regierung die Gesamtheit der Ereignisse als allgemeine Naturkatastrophe anerkennen, wenn mindestens eins dieser Ereignisse den Anerkennungskriterien genügt.

KAPITEL III — Verfahren für die Beantragung der Schadenersatzzahlung

Art. 5 - § 1 - Der Antrag auf Schadenersatzzahlung nach Artikel 10 des Dekrets wird mittels der zu diesem Zweck von der Verwaltung vorgefertigten Formulare eingereicht.

Der oben genannte Antrag wird nach der Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* des Erlasses zur Anerkennung einer allgemeinen Naturkatastrophe eingereicht.

Der Minister beauftragt die Verwaltung damit, die Akten zu prüfen und ihm Beschlusssentwürfe zu unterbreiten, welche die eventuelle Berechnung des Betrags der Ersatzzahlung beinhalten.

§ 2 - Diesem Antrag werden alle Belege beigelegt, die einerseits zur Feststellung der Eigenschaft des Antragstellers und andererseits zur Feststellung des Vorliegens und des Umfangs der Schäden erforderlich sind.

Es kann sich insbesondere um folgende Unterlagen handeln: Urkunden zur Bescheinigung des Grund- bzw. Immobilienbesitzes, Haushaltszusammensetzung, Kopie des Versicherungsvertrags, Bescheinigung über eine Entschädigung oder Nichtentschädigung durch die Versicherungsgesellschaft, Protokolle zur Feststellung und Einschätzung der Schäden, Zulassungsbescheinigung und grüne Karte für die Fahrzeuge, ausführliche Kostenvoranschläge oder Rechnungen für die Reparatur oder den Ersatz betroffener Güter, ausführliches Sachverständigengutachten über die Kosten für die Reparatur oder den Ersatz.

§ 3 - Die in Artikel 9 Ziffer 4 Absatz 2 des Dekrets genannten natürlichen Personen legen ebenfalls eine vom Öffentlichen Sozialhilfezentrum ausgestellte Bescheinigung vor.

§ 4 - Der Antragsteller übermittelt der Verwaltung alle von ihm ausdrücklich verlangten Dokumente, Zertifikate oder Bescheinigungen, oder hält sie dem von der Verwaltung beauftragten Sachverständigen zur Verfügung.

§ 5 - Wenn die beschädigten Güter durch einen Versicherungsvertrag gedeckt sind, beantragt der Antragsteller vor seinem Antrag auf Schadenersatzzahlung die Beteiligung seiner Versicherungsgesellschaft und liefert den Beweis dafür.

Wenn die Verwaltung bei der Prüfung des Versicherungsvertrags feststellt, dass die Versicherungsgesellschaft ihren vertraglichen Verpflichtungen gegenüber dem Antragsteller offensichtlich nicht nachkommt, kann sie dem Minister vorschlagen, die von dieser Gesellschaft ausgestellte Bescheinigung über ihre Nichtbeteiligung zu verweigern, und die Akte des Antragstellers als unbegründet zu erklären.

KAPITEL IV — Abschätzung der Schäden

Art. 6 - In folgenden Fällen wird ein Schaden als Totalschaden angesehen:

- 1° was die bebauten Immobilien betrifft, wenn mindestens zwei Drittel des Gebäudes vernichtet sind;
- 2° was alle sonstigen Güter betrifft, sobald die voraussichtlichen Kosten für die Reparatur, die Wiederinstandsetzung oder den Ersatz dieser Güter ihren Verkaufswert sofort nach dem Schadensfall übersteigen.

Art. 7 - Die Schadenshöhe wird wie folgt abgeschätzt:

- 1° für bebaute Immobilien:
 - a) bei Totalschaden: der Wiederaufbauwert nach einem ausführlichen Kostenvoranschlag, oder, wenn dieser Wert nicht vorliegt, aufgrund eines Quadrat- oder Kubikmeterpreises;
 - b) bei Teilschaden: aufgrund der durchschnittlichen Einheitspreise (einschließlich der Steuern), die in der zum Zeitpunkt des Schadensfalls gültigen, von dem Belgischen Sachverständigenverband herausgegebenen Aufstellung der Einheitspreise angegeben sind;
- 2° für mobile Räumlichkeiten, die zu Wohnzwecken dienen:
 - a) bei Totalschaden: der Ersatzwert auf der Grundlage eines ausführlichen Kostenvoranschlags für den Ersatz;
 - b) bei Teilschaden: die Reparaturkosten auf der Grundlage eines ausführlichen Kostenvoranschlags für die Reparatur;
- 3° für bewegliche Güter für den gewöhnlichen oder häuslichen Gebrauch, einschließlich der Fortbewegungsmittel für den gewöhnlichen oder häuslichen Gebrauch:
 - a) bei Totalschaden an den beweglichen Gütern: auf der Grundlage des Ersatzpreises für die Güter;
 - b) bei Totalschaden an den Fortbewegungsmitteln: auf der Grundlage des Verkaufspreises;
 - b) bei Teilschaden: die Reparatur- oder Wiederinstandsetzungskosten auf der Grundlage von ausführlichen Kostenvoranschlägen oder Rechnungen;
- 4° für die sonstigen körperlichen Güter nach Artikel 8 Ziffer 4 des Dekrets wird die Schadenshöhe auf der Grundlage des Kostpreises, unter Ausschluss des Gewinns und nach Abzug der Kosten, festgelegt;
- 5° für die landwirtschaftlichen und gartenbaulichen Güter nach Artikel 8 Ziffer 5 des Dekrets wird die Schadenshöhe auf der Grundlage der letzten, vom Öffentlichen Dienst der Wallonie ermittelten Standardbruttoproduktionszahlen festgelegt; mangels dieser Zahlen wird die Schadenshöhe auf der Grundlage des Kostpreises, unter Ausschluss des Gewinns und nach Abzug der nicht anfallenden Kosten, festgelegt;
- 6° für die Waldbestände:
 - a) auf der Grundlage der Kostpreise;
 - b) falls es sich um ausgereifte Bestände handelt, auf der Grundlage des Handelswertes.

Was Ziffer 3 Buchstabe *a*) betrifft, darf der für die Abschätzung des Schadens berücksichtigte Betrag die Höchstbeträge nach Artikel 8 nicht überschreiten.

Was Ziffer 3 Buchstabe *b*) betrifft, darf der für die Abschätzung des Schadens berücksichtigte Betrag die Höchstbeträge nach Artikel 9 nicht überschreiten.

Die Abteilung Natur und Forstwesen der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie ist damit beauftragt, die Methodologie und die Informationen, die zur Abschätzung der unter Ziffer 6 erwähnten Schäden nötig sind, mitzuteilen.

Art. 8 - § 1 - Nur die nachstehenden Kategorien von beweglichen Gütern für den gewöhnlichen oder häuslichen Gebrauch werden bei der Abschätzung der Schadenshöhe in Betracht genommen:

Kategorien von beweglichen Gütern für den gewöhnlichen oder häuslichen Gebrauch	Höchstbetrag, der bei der Abschätzung des Totalschadens in Betracht genommen wird (inkl. MwSt.)		
	Pro Haushalt	Pro Person	Pro Gegenstand
1. Küchenmöbel	1.500,00 Euro		
2. Küchengeräte und Geschirr	500,00 Euro		
3. Elektrohaushaltsgeräte (Wasch- und Reinigungsmaschinen bzw.-geräte)	900,00 Euro		
4. Elektrohaushaltsgeräte (Küche)	1.800,00 Euro		
5. Möbel (Wohnzimmer, Esszimmer, Eingangshalle)	1.450,00 Euro		
6. Material in Wohnzimmer, Esszimmer, Eingangshalle	100,00 Euro		
7. Büromöbel	500,00 Euro		
8. Büromaterial	100,00 Euro		
9. Multimedia-Material	1.000,00 Euro		
10. Schlafzimmernmöbel		700,00 Euro	
11. Bettzeug und Schlafzimmernmaterial		150,00 Euro	
12. Fenstergarnitur (je Fenster)			50,00 Euro
13. Beleuchtung (pro Raum)			100,00 Euro
14. Möbel für Badezimmer	250,00 Euro		
15. Ausrüstungen für Badezimmer	250,00 Euro		
16. Persönliche Gegenstände		1.000,00 Euro	
17. Möbel f. Waschküche, Garage, Gartenhütte	200,00 Euro		
18. Gartenmöbel	500,00 Euro		
19. Werkzeuge	500,00 Euro		
20. Heizungselemente	2.000,00 Euro		
21. Heizstoffe		75,00 Euro	

§ 2 - Der Minister wird damit beauftragt, die Höchstbeträge nach Paragraph 1 jährlich anzupassen und zu veröffentlichen, nach Rücksprache mit dem Wallonischen Institut für die Bewertung, Zukunftsforschung und Statistik ("Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique").

Art. 9 - § 1 - Nur die nachstehenden Kategorien von Fortbewegungsmitteln für den gewöhnlichen oder häuslichen Gebrauch werden bei der Abschätzung der Schadenshöhe in Betracht genommen:

Kategorien von Fortbewegungsmitteln für den gewöhnlichen oder häuslichen Gebrauch	Höchstbetrag, der bei der Abschätzung des Totalschadens in Betracht genommen wird (inkl. MwSt.)
1. Auto mit einer Leistung von 0 bis 66 kW einschließlich	8.125,00 Euro
2. Auto mit einer Leistung von 67 bis 100 kW einschließlich	10.000,00 Euro
3. Auto mit einer Leistung von mehr als 100 kW	12.500,00 Euro
4. Motorrad bis 500 cc	3.125,00 Euro
5. Motorrad ab 500 cc	5.000,00 Euro
6. Moped (höchstens 40 km/h)	1.500,00 Euro
7. Elektrofahrrad	1 000,00 Euro
8. Fahrrad	250,00 Euro

§ 2 - Der Minister wird damit beauftragt, die Höchstbeträge nach Paragraph 1 jährlich anzupassen und zu veröffentlichen, nach Rücksprache mit dem Wallonischen Institut für die Bewertung, Zukunftsforschung und Statistik ("Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique").

§ 3 - Die zwecks der Abschätzung der Schadenshöhe berücksichtigte Anzahl Fortbewegungsmittel ist auf die Anzahl Personen beschränkt, die den Haushalt am Datum des Schadensfalls zusammensetzen, unter der Bedingung, dass sie einen gültigen Führerschein für die Kategorie der beschädigten Fortbewegungsmittel haben.

§ 4 - Wenn mehrere Autos innerhalb eines selben Haushalts eine Schadenersatzzahlung hervorrufen, so wird die in Kilowatt ausgedrückte tatsächliche Leistung des ersten Autos berücksichtigt.

Die anderen Autos werden der Kategorie 1 der Tabelle unter Paragraph 1 zugeordnet.

§ 5 - Wenn mehrere Motorräder innerhalb eines selben Haushalts eine Schadenersatzzahlung hervorrufen, so wird die tatsächliche Anzahl Kubikzentimeter des ersten Motorrads berücksichtigt. Die anderen Motorräder werden der Kategorie 4 der Tabelle unter Paragraph 1 zugeordnet.

KAPITEL V — Berechnung der Schadenersatzzahlung

Art. 10 - Der Betrag der Schadenersatzzahlung nach Artikel 14 des Dekrets wird auf der Grundlage des veranschlagten Gesamtbetrags des Schadens berechnet.

Art. 11 - § 1 - Für jeden Antrag wird ein Betrag i.H.v. 249,99 Euro als Freibetrag bei der Schadenersatzzahlung einbehalten.

Wenn die Ehepartner bzw. die zusammenwohnenden Partner beschließen, für ihre Güter mehrere Anträge einzureichen, wird der Freibetrag für jeden der eingereichten Anträge angewendet.

In den anderen Fällen der Unteilbarkeit, für welche nur ein Antrag eingereicht wurde, wird der Freibetrag verhältnismäßig zu dem Anteil jedes der Miteigentümer angewendet.

§ 2 - In Abweichung von Paragraph 1 werden die Anträge, die von den in Artikel 9 Ziffer 4 Absatz 2 genannten Personen eingereicht werden, mit keinem Freibetrag belastet.

Art. 12 - Für die Berechnung der Schadenersatzzahlung wird der veranschlagte Gesamtbetrag der Schadens in Tranchen aufgeteilt, für die jeweils ein Beteiligungsprozentsatz gilt.

Jeder Tranche entspricht ein Koeffizient nach folgender Tabelle:

Aufeinanderfolgende Tranchen des Gesamtbetrags der Schäden (in Euro)	Beteiligungs-Prozentsatz	Kumulierter Wert der vorherigen Tranchen
0,01 Euro bis 249,99 Euro (Freibetrag)	0%	—
250,00 Euro bis 9.999,99 Euro	100%	0 Euro
10.000,00 Euro bis 19.999,99 Euro	80%	9.749,99 Euro
20.000,00 Euro bis 29.999,99 Euro	60%	17.749,98 Euro
30.000,00 Euro bis 249.999,99 Euro	40%	23.749,98 Euro
Ab 250.000,00 Euro	0%	111.749,97 Euro
		111.749,97 Euro

Art. 13 - Die gemäß Artikel 11 berechnete Schadenersatzzahlung wird um bis siebenzig Prozent des nachgewiesenen Gesamtbetrags der vorläufigen Sicherungsmaßnahmen und -arbeiten erhöht, die zu Lasten des Antragstellers durchgeführt, und für die Begrenzung der Schäden als nützlich erachtet wurden.

Art. 14 - Die gemäß Artikel 11 berechnete Schadenersatzzahlung wird um alle unentgeltlichen Zuwendungen, Beträge, Lieferungen oder Arbeitsleistungen vermindert, die von Dritten erhalten wurden oder geschuldet sind, um den Antragsteller teilweise oder ganz zu entschädigen.

KAPITEL VI — Zahlung und Wiederanlegung der Schadenersatzzahlung

Art. 15 - Die Verwaltung nimmt die Zahlung der ersten Tranche der Schadenersatzzahlung vor, sobald der begründete Beschluss nach Artikel 15 des Dekrets dem Empfänger notifiziert worden ist.

Die erste Tranche entspricht siebenzig Prozent der gemäß Artikel 11 berechneten Schadenersatzzahlung. Sie gilt als wiederangelegt.

Sobald diese Wiederanlegung durch das Vorlegen der entsprechenden Rechnungen oder mittels Belege für die Wiederinstandsetzung nachgewiesen ist, wird der Restbetrag ausgezahlt.

Wenn der Betrag der Schadenersatzzahlung sich auf höchstens 250,00 Euro beläuft, wird er in Abweichung von den vorigen Absätzen vollständig ausgezahlt, und gilt als wiederangelegt.

Art. 16 - § 1 - Auf Anfrage des Antragstellers kann der Minister eine Abweichung bezüglich der Wiederanlegung gemäß Artikel 16 § 2 des Dekrets zulassen, wobei es sich innerhalb der Grenzen des regionalen Gebiets um Folgendes handeln kann:

1° die Erlaubnis, auf einer anderen Fläche als die des zerstörten Gutes zu bauen oder wieder zu bauen, insbesondere, wenn sich das Gut in einem Gebiet mit Überschwemmungsgefahr befindet;

2° die Erlaubnis, ein anderes Gut, das dem Empfänger gehört, einzurichten;

3° die Erlaubnis, ein neues Gut zu schaffen mit einer anderen Zweckbestimmung als die des beschädigten Gutes;

4° die Erlaubnis, eine Ersatzimmobilie zu erwerben;

5° Fälle, in denen die Wiederanlegung unmöglich ist.

§ 2 - Der Minister kann gemäß Artikel 16 § 2 des Dekrets verlangen, dass die Schadenersatzzahlung für den Bau oder den Wiederaufbau einer Immobilie oder die Wiederaufstellung einer mobilen Räumlichkeit außerhalb des geschädigten Gebiets bestimmt werden muss, wenn sich diese Güter in einem Gebiet mit hoher Überschwemmungsgefahr befinden.

Art. 17 - Wenn außerordentliche Umstände es rechtfertigen, kann der Minister die Frist von drei Jahren, die dem Empfänger gemäß Artikel 16 § 1 des Dekrets eingeräumt wird, um die Wiederanlegung der Schadenersatzzahlung vorzunehmen, verlängern.

Dabei kann es sich insbesondere um Umstände in Verbindung mit dem Erhalt der Baugenehmigung, der natürlichen Regeneration des Waldes oder die Durchführung eines öffentlichen Auftrags handeln.

KAPITEL VII — *Schäden am öffentlichen Eigentum*

Art. 18 - § 1 - Der Antrag auf Schadenersatzzahlung nach Artikel 18 des Dekrets wird mittels der zu diesem Zweck von der Verwaltung vorgefertigten Formulare eingereicht.

Der oben genannte Antrag wird nach der Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* des Erlasses zur Anerkennung einer allgemeinen Naturkatastrophe eingereicht.

§ 2 - Dem Antrag werden alle Belege beigefügt, die einerseits zur Feststellung der Eigenschaft des Antragstellers und andererseits zur Feststellung des Vorliegens und des Umfangs der Schäden erforderlich sind.

Es kann sich insbesondere um folgende Unterlagen handeln: Urkunden zur Bescheinigung des Grund- bzw. Immobilienbesitzes, Bescheinigung über eine Entschädigung oder Nichtentschädigung durch die Versicherungsgesellschaft, Protokolle zur Feststellung und Einschätzung der Schäden, Zulassungsbescheinigung und grüne Karte für die Fahrzeuge, ausführliche Kostenvoranschläge oder Rechnungen für die Reparatur oder den Ersatz betroffener Güter, ausführliches Sachverständigengutachten über die Kosten für die Reparatur oder den Ersatz.

Der Antragsteller übermittelt der Verwaltung alle von ihm ausdrücklich verlangten Dokumente, Zertifikate oder Bescheinigungen, oder hält sie dem von der Verwaltung beauftragten Sachverständigen zur Verfügung.

Art. 19 - Der Betrag der Schadenersatzzahlung nach Artikel 14 des Dekrets wird auf der Grundlage des veranschlagten Gesamtbetrags des Schadens an den Gütern des öffentlichen Eigentums einer in Artikel 18 des Dekrets genannten juristischen Person berechnet. Dieser Betrag wird nach Kategorien von Gütern aufgeteilt.

Art. 20 - Für jeden Antrag wird ein Betrag i.H.v. 12.499,99 Euro als Freibetrag bei der Schadenersatzzahlung einbehalten.

Art. 21 - Für die Berechnung der Schadenersatzzahlung wird ein Beteiligungsprozentsatz von siebenzig Prozent auf den veranschlagten Gesamtbetrag der Schäden angewendet. Die Schadenersatzzahlung wird jedoch auf 615.000,00 Euro begrenzt.

Art. 22 - Die gemäß Artikel 21 berechnete Schadenersatzzahlung wird um bis siebenzig Prozent des nachgewiesenen Gesamtbetrags der vorläufigen Sicherungsmaßnahmen und -arbeiten erhöht, die zu Lasten des Antragstellers durchgeführt, und für die Begrenzung der Schäden als nützlich erachtet wurden.

Art. 23 - Die gemäß Artikel 21 berechnete Schadenersatzzahlung wird um alle Beträge vermindert, die von Dritten, mit Ausnahme der öffentlichen Behörden, als Deckung oder Wiedergutmachung von Schäden im Sinne vorliegenden Erlasses gezahlt wurden oder geschuldet sind.

Art. 24 - Die Verwaltung nimmt die Zahlung der ersten Tranche der in Artikel 18 des Dekrets vorgesehenen Schadenersatzzahlung vor, sobald der begründete Beschluss nach Artikel 15 des Dekrets dem Empfänger notifiziert worden ist.

Die Zahlung der ersten Tranche entspricht fünfunddreißig Prozent der gemäß Artikel 21 berechneten Schadenersatzzahlung. Die erste Tranche der Schadenersatzzahlung gilt als wiederangelegt.

Wenn diese Wiederanlegung durch die Vorlage der entsprechenden Rechnungen nachgewiesen ist, werden die nächsten Tranchen abhängig von dem Fortschritt der Arbeiten und nach Kontrolle der Wiederanlegung ausgezahlt.

KAPITEL VIII — *Übermittlung der Belege und Akten im Rahmen von Anträgen auf Schadenersatzzahlungen und entsprechende Beschlüsse*

Art. 25 - Antragsteller, die die Gewährung einer Schadenersatzzahlung beantragen, können ihre Belege und Akten per Postsendung oder mittels des ab dem Internet-Portal der lokalen Behörden zugänglichen elektronischen Schalters einreichen.

Art. 26 - Die Antragsteller identifizieren sich mittels ihres elektronischen Ausweises.

Eine technische Empfangsbestätigung der Hinterlegung wird automatisch per E-Mail an die elektronische Anschrift versandt, die im Hinterlegungsformular angegeben wird.

Art. 27 - Alle Notifizierungen werden per E-Mail an die elektronische Anschrift versandt, die im Hinterlegungsformular angegeben wird. Sie sind ebenfalls Gegenstand einer Postsendung.

KAPITEL IX — *Schlussbestimmungen*

Art. 28 - Der vorliegende Erlass tritt an demselben Tage wie das Dekret in Kraft.

Art. 29 - Der Minister wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 21. Juli 2016

Der Minister-Präsident
P. MAGNETTE

ANHANG

Physikalische Kriterien zur Anerkennung einer allgemeinen Naturkatastrophe

In der nachstehenden Liste werden die Naturereignisse aufgeführt, die potentielle Schäden anrichten können.

Die Intensität jedes dieser Ereignisse kann anhand spezifischer Kriterien gekennzeichnet werden. Ihr außergewöhnlicher Charakter wird aufgrund der Überschreitung bestimmter Schwellenwerte in Verbindung mit den vorgenannten Kriterien eingeschätzt.

Diese Liste beschränkt sich auf die in der Wallonie am häufigsten beobachteten Naturereignisse. Jede Art von Naturereignis wird zunächst kurz beschrieben; danach werden das bzw. die physikalischen Kriterien, die es ermöglichen, seine Stärke zu beurteilen, sowie die unteren Schwellenwerte, um dieses Ereignis als außergewöhnlich

bezeichnen zu können, aufgelistet; schließlich werden die notwendigen Elemente zu deren Bestimmung und zur Ausarbeitung des vollständigen Berichts durch das regionale Krisenzentrum der Wallonie ("Centre régional de crise de Wallonie" (CRC-W)) präzisiert, unter Angabe der Einrichtung, die diese Informationen zur Verfügung stellen muss.

Im Falle eines Naturereignisses, das in der Auflistung nicht vorkommt, oder wenn es keinen Schwellenwert bezüglich eines spezifischen Kriteriums gibt, wird ein Naturereignis als außergewöhnlich bezeichnet, wenn sein statistisches Wiederkehrintervall mindestens fünfundzwanzig Jahre ist, und sein natürlicher Ursprung nachgewiesen ist.

1. Hochwasser durch abfließendes Niederschlagswasser

1.1. Beschreibung

Im Anschluss an atmosphärische Niederschläge in der Form von Starkregen, ggf. in Verbindung mit heftigen Gewittern, kann eine Hochwassersituation entstehen, wenn die Versickerungskapazität des Bodens unzureichend ist. Diese verminderte Fähigkeit zur Aufnahme des Niederschlagswassers kann in folgenden Fällen vorkommen:

- nach einer längeren Nässeperiode, anlässlich deren der Boden nahe der Sättigung liegt;
- wenn der Boden gefroren ist;
- wenn der Boden durch das Ansteigen des Grundwasserspiegels gesättigt ist;
- nach einer Dürreperiode mit Bildung einer wasserundurchlässigen Oberschicht in Ackerflächen;
- wenn eine bedeutende Fläche eines Einzugsgebiets verstädert ist.

Solche Hochwasser-Ereignisse sind meistens kurzer Dauer mit einem örtlich begrenzten Charakter.

In diesem Zusammenhang werden auch oft Schlammlawinen oder Murgänge beobachtet.

1.2. Intensitätskriterien und Schwellenwert zur Qualifizierung des außergewöhnlichen Charakters

Regenniederschläge, die entweder 35 mm in einer Stunde, oder 70 mm in 24 Stunden überschreiten, was den Durchschnittswerten eines statistischen Wiederkehrintervalls von fünfundzwanzig Jahren in der Wallonie entspricht. Gegebenenfalls umfasst dieser letzte Wert auch die Wassermenge, die einer raschen Schmelze des am Anfang des Ereignisses noch vorhandenen, angesammelten Schnees entspricht.

1.3. Bestimmungsmethode

1.3.1. Großwetterlage, einschließlich der vom Königlichen Meteorologischen Institut (KMI) festgelegten Temperaturen.

1.3.2. Beobachtungen an den Regenmessstationen des KMI und des Öffentlichen Dienstes der Wallonie (nach Validierung durch das KMI), die dem Ort der Überschwemmung am nächsten stehen.

1.3.3. Radarbilder des KMI: das Radar kann benutzt werden, um die relativen Mengen des Niederschlagswassers (innerhalb von einer oder von vierundzwanzig Stunden) an verschiedenen Orten zu bestimmen. Schließlich werden die sich aus den Radarangaben ergebenden Einschätzungen der Regenmengen mit den Messungen der Regenmesser am Boden verglichen, um die Gebiete zu bestimmen, wo es eine hohe Wahrscheinlichkeit der Überschreitung der Niederschlagsschwellenwerte gibt.

1.3.4. "Bells"-Netzwerk (Belgian Lightning and Localisation System) des KMI: zusätzlich zu den Radar-Daten liefert dieses System nützliche Angaben über die Intensität der elektrischen Aktivität eventueller Gewitterzellen und über deren Bewegungen.

1.3.5. Feldbeobachtungen (Fotos, Videoaufnahmen,...), Informationen von den Beamten der Noteinsatzplanung, Liste der Einsätze der Notdienste, Warnmitteilungen, Logbuch der Akteure der Krisenbewältigung, Presseartikel,..., vom regionalen Krisenzentrum ("CRC-W") gesammelt und validiert.

2. Überschwemmungen durch Ausuferung von Elementen des Gewässernetzes

2.1. Beschreibung

Außergewöhnliche und zeitlich begrenzte Überflutung von Land infolge von lang anhaltenden Niederschlägen, ggf. in Verbindung mit einer raschen Schneeschmelze oder einem natürlichen Dammbbruch, wodurch ein Teil des Gewässernetzes (Wasserlauf, Kanal, See, Teich) über die Ufer getreten ist. Die ursprüngliche Überschwemmung und jedes Überlaufen innerhalb von 168 Stunden nach dem Rückgang des Hochwassers gelten als eine einzige Überschwemmung.

2.2. Intensitätskriterien und Schwellenwerte zur Qualifizierung des außergewöhnlichen Charakters

a) bei Überschwemmungen durch Ausuferung von Wasserläufen:

- beobachtete oder errechnete Durchflussmenge pro Stunde bei Höchststand, die am Ort der Überschwemmung die Durchflussmenge eines 25-jährigen Wiederkehrintervalls überschreitet;

- in Ermangelung dieser Angabe, die beobachteten Regenniederschläge im Einzugsgebiet stromaufwärts des Ortes der Überschwemmung, die entweder 35 mm in einer Stunde, oder 70 mm in 24 Stunden überschreiten, was den Durchschnittswerten eines statistischen Wiederkehrintervalls von fünfundzwanzig Jahren in der Wallonie entspricht. Gegebenenfalls umfasst dieser letzte Wert auch die Wassermenge, die einer raschen Schmelze des noch vorhandenen, angesammelten Schnees entspricht;

b) im Falle eines natürlichen Dammbbruchs stellt die sich daraus ergebende Überschwemmung an sich ein außergewöhnliches Ereignis dar;

c) in den anderen Fällen, oder wenn die verfügbaren Daten die Berechnung eines statistischen Wiederkehrintervalls nicht ermöglichen:

- Vergleich mit einer ähnlichen benachbarten Station, für welche Daten verfügbar sind;

- in Ermangelung dieser Angaben, wenn die Häufigkeit einer Überschwemmung an diesem Ort weniger als zwei Mal im Laufe der letzten 10 Jahre ist.

2.3. Bestimmungsmethode

2.3.1. Auf der Grundlage der validierten Beobachtungen der Durchflussmengen pro Stunde, die von den (durch die DGO2 bzw. DGO3 des Öffentlichen Dienstes der Wallonie verwalteten) Gewässerbeobachtungsnetzwerken "infocruce" und "aqualim" registriert wurden; diese Dienststellen führen ebenfalls die statistischen Berechnungen durch, unter Anwendung einer Methode, die von der ressortübergreifenden Gruppe Überschwemmungen ("Groupe transversal inondations") validiert wurde, um das statistische Wiederkehrintervall des Ereignisses zu ermitteln.

2.3.2. Beobachtungen an den Niederschlagsmessstationen des KMI und des Öffentlichen Dienstes der Wallonie (nach Validierung durch das KMI), die sich im Einzugsgebiet stromaufwärts des Ortes der Überschwemmung oder in dessen Nähe befinden.

2.3.3. Großwetterlage, einschließlich der vom Königlichen Meteorologischen Institut (KMI) festgelegten Temperaturen.

2.3.4. Radarbilder des KMI: das Radar kann benutzt werden, um die relativen Mengen des Niederschlagswassers (innerhalb von einer oder von vierundzwanzig Stunden) an verschiedenen Orten zu bestimmen. Schließlich werden die sich aus den Radarangaben ergebenden Einschätzungen der Regenmengen mit den Messungen der Regenmesser am Boden verglichen, um die Gebiete zu bestimmen, wo es eine hohe Wahrscheinlichkeit der Überschreitung der Niederschlagsschwellenwerte gibt.

2.3.5. "Bells"-Netzwerk (BELgian Lightning and Localisation System) des KMI: zusätzlich zu den Radar-Daten liefert dieses System nützliche Angaben über die Intensität der elektrischen Aktivität eventueller Gewitterzellen und über deren Bewegungen.

2.3.6. Beobachtungen des Grundwasserspiegels, die durch die DGO3 des Öffentlichen Dienstes der Wallonie registriert und validiert worden sind.

2.3.7. Feldbeobachtungen (Fotos, Videoaufnahmen,...), Informationen von den Beamten der Noteinsatzplanung, Liste der Einsätze der Notdienste, Wetter-Warnmitteilungen und Hochwasservorhersagen, Logbuch der Akteure der Krisenbewältigung, Presseartikel,..., vom regionalen Krisenzentrum ("CRC-W") gesammelt und validiert.

3. Großflächiger ("synoptischer") Sturm

3.1. Beschreibung

Unter großflächigem Sturm versteht man eine atmosphärische Störung von großem Umfang mit sehr starken Winden, und ggf. starken Niederschlägen und Gewittern.

3.2. Intensitätskriterien und Schwellenwert zur Qualifizierung des außergewöhnlichen Charakters

An der nächstgelegenen Windmessstation des belgischen synoptischen Netzes werden Winde beobachtet mit einer Höchstgeschwindigkeit, die 130 Stundenkilometer überschreitet.

3.3. Bestimmungsmethode

3.3.1. Auf dem belgischen synoptischen Netz registrierte und vom KMI validierte Windbeobachtungen.

3.3.2. Vom Königlichen Meteorologischen Institut (KMI) festgelegte Großwetterlage.

3.3.2. Feldbeobachtungen (Fotos, Videoaufnahmen,...), Informationen von den Beamten der Noteinsatzplanung, Liste der Einsätze der Notdienste, Warnmitteilungen, Logbuch der Akteure der Krisenbewältigung, Presseartikel,..., vom regionalen Krisenzentrum ("CRC-W") gesammelt und validiert. .

4. Tornado und Downburst

4.1. Beschreibung

Ein **Tornado** ist ein Luftwirbel mit einer sehr hohen Geschwindigkeit, der im unteren Teil einer Gewitterwolke (Kumulonimbus) entsteht, wenn die Windscherung in der unteren Atmosphärenschicht günstige Bedingungen dafür schafft. An der Erdoberfläche können sehr heftige Winde erhebliche Schäden anrichten. Tornados sind meistens zeitlich und räumlich sehr begrenzt, wobei man aber manchmal feststellt, wie die wirbelnde Luftsäule gegen die Erdoberfläche stößt, dann wieder zur Wolke hinauf strömt und weiter, in einer anderen Gegend, an einer anderen Stelle der von den Gewitterzellen verfolgten Bahn wieder herunter strömt. Auf lokaler Ebene werden die Schäden meistens innerhalb eines ziemlich engen Korridors festgestellt.

Ein **Downburst** ist eine starke Fallböe unter einem Gewitter, die am Boden auseinanderläuft, und dort heftige, turbulente Winde in verschiedenen Richtungen verursacht. Ein Downburst entsteht durch das Eindringen von Niederschlägen und von absinkender, kälterer und trockener Luft in einen Kumulonimbus, wodurch ein Kaltlufttropfen entsteht, der sich unter der Wolke am Boden fächerförmig ausbreitet. Downbursts können sich unter isolierten Gewittern entwickeln oder mit einer Reihe von getrennten Gewitterzellen innerhalb einer sich fortbewegenden Gewitterlinie verbunden sein. Die Schäden werden demnach innerhalb von mehr oder wenig breiten Korridoren beobachtet.

4.2. Intensitätskriterien und Schwellenwert zur Qualifizierung des außergewöhnlichen Charakters

Da es sich um örtlich begrenzte Ereignisse handelt und Windmessungen sehr schwierig sind, wird der außergewöhnliche Charakter anhand der beobachteten Schäden unter Einbeziehung der verbesserten Fujita-Skala bewertet.

Es muss mindestens die Kategorie EF2 auf der verbesserten Fujita-Skala erreicht werden: *"erhebliche Schäden: von Massivbauten werden ganze Dächer abgerissen, Holzrahmenhäuser werden verschoben, Mobilheime und Scheunen werden völlig zerstört, die meisten Bäume brechen ab oder werden entwurzelt."*

4.3. Bestimmungsmethode

4.3.1. Die verbesserte Fujita-Skala. Anhand dieser Skala kann ab der Schwere der festgestellten Schäden die Kraft des Tornados, das sie verursacht hat, eingeschätzt werden, unter Einbeziehung von 28 Schadensindikatoren.

4.3.2. Feldbeobachtungen (Fotos, Videoaufnahmen,...), Informationen von den Beamten der Noteinsatzplanung, Liste der Einsätze der Notdienste, Warnmitteilungen, Logbuch der Akteure der Krisenbewältigung, Presseartikel,..., vom regionalen Krisenzentrum ("CRC-W") gesammelt und validiert.

4.3.3. Gegebenenfalls liefert das Königliche Meteorologische Institut die meteorologischen Informationen, die es über das Ereignis gesammelt hat.

5. Hagelschlag

5.1. Beschreibung

Niederschlag, der aus spezifischen Eispartikeln besteht, die entweder getrennt oder in unregelmäßigen Eisklumpen aggregiert sind. Diese Eispartikeln sind die Hagelkörner, sie haben oft eine runde (manchmal konische), mehr oder wenig regelmäßige Form; in unseren Gegenden weisen sie meistens einen Durchmesser von 5 mm bis 5 cm auf.

5.2. Intensitätskriterien und Schwellenwert zur Qualifizierung des außergewöhnlichen Charakters

Der Durchmesser der Hagelkörner muss mindestens 4 cm erreichen.

Wenn der Durchmesser nicht ermittelt werden kann, wird die Torro-Skala benutzt, wobei mindestens der Grad H5 erreicht werden muss: *"einige Ziegeldächer und einige Tonziegel sind zerbrochen, zahlreiche Fensterscheiben sind zerbrochen, Glasdachplatten und Drahtglasscheiben sind zerbrochen; die Karosserie der meisten, dem Hagel ausgesetzten Fahrzeuge ist verbeult; der Rumpf von Leichtflugzeugen ist verbeult; es gibt eine Gefahr von schweren, sogar tödlichen Verletzungen für kleine Tiere; Rindenstücke werden von den Bäumen abgerissen; Holzgegenstände werden verbeult und gespalten; größere Äste reißen von den Bäumen ab."*

5.3. Bestimmungsmethode

5.3.1. Feldbeobachtungen (Fotos, Videoaufnahmen,...), Informationen von den Beamten der Noteinsatzplanung, Liste der Einsätze der Notdienste, Warnmitteilungen, Logbuch der Akteure der Krisenbewältigung, Presseartikel,..., vom regionalen Krisenzentrum ("CRC-W") gesammelt und validiert.

5.3.2. Die TORRO-Skala. Aufgrund der Schwere der festgestellten Schäden kann man den auf der Skala erreichten Grad ermitteln.

5.3.3. Radardaten des KMI: Anhand dieser Daten können die Gebiete bestimmt werden, wo die Wahrscheinlichkeit von Hagelschlag sehr groß ist.

5.3.4. Gegebenenfalls liefert das Königliche Meteorologische Institut die meteorologischen Informationen, die es über das Ereignis gesammelt hat.

6. Ansammlung von Schnee

6.1. Beschreibung

Schnee ist eine Art von Niederschlag; er besteht aus verzweigten, Luft enthaltenden, meist kristallisierten und in Flocken aggregierten Eisparkeln mit unterschiedlichen Strukturen und unterschiedlichem Aussehen. Die Ansammlung von Schnee über mehrere Tage kann durch aufeinanderfolgende Frost- und Tauzyklen eine starke Erhöhung des Gewichts aufweisen, die durch die Sublimation des Schnees bei Sonne jedoch in Grenzen gehalten wird.

Das Gewicht einer Schneeschicht hängt von dessen Stärke und Dichte ab.

6.2. Intensitätskriterien und Schwellenwert zur Qualifizierung des außergewöhnlichen Charakters

Die angesammelte Schneeschicht muss auf einer horizontalen Fläche eine Belastung erzeugen, die diejenige nach der Norm NBN ENV 1991-1-3 überschreitet, unter der Annahme eines Flachdachs mit einem Sicherheitsfaktor von 1,5.

Die zu berücksichtigende Höhenlage ist die des höchsten Punkts der betroffenen Gemeinde.

Wenn die Dichte des Schnees nicht gemessen wurde, wird entsprechend der oben genannten Norm standardmäßig eine Dichte von 1,5 kN/m² berücksichtigt.

6.3. Bestimmungsmethode

6.3.1. Feldbeobachtungen (Fotos, Videoaufnahmen,...), Informationen von den Beamten der Noteinsatzplanung, Liste der Einsätze der Notdienste, Warnmitteilungen, Logbuch der Akteure der Krisenbewältigung, Presseartikel,..., vom regionalen Krisenzentrum ("CRC-W") gesammelt und validiert.

6.3.2. Durch das KMI validierte Beobachtungen der Schneeschicht im belgischen klimatologischen Netz.

6.3.3. Großwetterlage, einschließlich der vom Königlichen Meteorologischen Institut (KMI) festgelegten Temperaturen.

6.3.4. Berechnung durch das CRC-W in Anwendung der vorgenannten Norm.

7. Erdbeben

7.1. Beschreibung

Ein Erdbeben ist eine relativ plötzliche Bewegung von zwei Teilen der Erdkruste entlang eines meist bereits bestehenden Bruchs. Dabei wird eine große Menge elastischer Energie sehr plötzlich freigegeben, die seismische Wellen verursacht, die sich verbreiten werden und an der Erdoberfläche mehr oder wenig starke Bodenschwingungen erzeugen.

Als ein einziges Erdbeben gelten das ursprüngliche Erdbeben sowie die Nachbeben innerhalb von 168 Stunden und die anschließenden Naturereignisse.

7.2. Intensitätskriterien und Schwellenwert zur Qualifizierung des außergewöhnlichen Charakters

Lokale Stärke ML mindestens 4.0 auf der Richter-Skala nach der Berechnung des Königlichen Observatoriums von Belgien.

UND

Intensitätsstufe VII in der Europäischen Makroseismischen Skala betreffend die in Belgien erlittenen Schäden:

a) die meisten Personen haben Angst, und versuchen, nach draußen zu flüchten. Zahlreiche Personen können nur schwer stehen bleiben, insbesondere in den oberen Stockwerken;

b) die Möbel verrutschen, und einige Möbel mit einem hohen Schwerpunkt können umstürzen. Zahlreiche Gegenstände fallen aus den Regalen. Behälter, Tanks, Schwimmbäder laufen über;

c) zahlreiche Gebäude der Sicherheitsklasse A haben Schäden des Grads 3, einige haben Schäden des Grads 4. Zahlreiche Gebäude der Sicherheitsklasse B haben Schäden des Grads 2, einige haben Schäden des Grads 3. Einige Gebäude der Sicherheitsklasse C haben Schäden des Grads 2. Einige Gebäude der Sicherheitsklasse D haben Schäden des Grads 1.

7.3. Bestimmungsmethode

7.3.1. Intensitätsskala EMS98. Das Königliche Observatorium von Belgien führt eine Online-Umfrage bei den Gemeindeverwaltungen und bei Privatpersonen durch, um eine "makroseismische" Karte mit der Intensität des Erdbebens (EMS-98) in jeder Gemeinde zu erstellen.

7.3.2. Netz von Seismometern und Beschleunigungsmessern des Königlichen Observatoriums von Belgien (Richter-Skala).

7.3.3. Feldbeobachtungen (Fotos, Videoaufnahmen,...), Informationen von den Beamten der Noteinsatzplanung, Liste der Einsätze der Notdienste, Logbuch der Akteure der Krisenbewältigung, Presseartikel,..., vom regionalen Krisenzentrum ("CRC-W") gesammelt und validiert.

8. Bodensenkung und Erdbeben

8.1. Beschreibung

Ein Erdbeben oder eine Bodensenkung ist eine plötzliche Bewegung großer Volumen von Erde, die durch ein Naturereignis (mit Ausnahme von Erdbeben) verursacht wird, und auf einem örtlich meistens sehr begrenzten Gebiet Güter zerstört oder beschädigt.

Der Erdbeben wird in seinem oberen Teil durch Anrissflächen oder Haupt- oder Seitenspalten gekennzeichnet, mit einem plötzlichen Steilabbruch (konkave Gefällsknicke); im unteren Teil gibt es am Hangfuss eine frontale Ausbauchung (konvexes Gefälle). Der durch diese Ausbauchung ausgeübte Druck kennzeichnet sich oft durch einen anormalen Verlauf der unten gelegenen Bäche und Flüsse und durch eine Topographie mit zahlreichen Vertiefungen, wellenförmigen Abschnitten, verstreut liegenden schweren Felsblöcken...

Rutschungen von künstlichen Halden werden nicht als Naturereignisse betrachtet.

In der Wallonie sind Bodensenkungen meistens auf einen natürlichen unterirdischen Einsturz zurückzuführen, als Folge der Wasseraktivität in einem karstischen Gebiet.

Bodensenkungen, die auf unterirdische Einstürze zurückzuführen sind, die mit einer Bergbauaktivität, Pumpvorgängen, der Bewirtschaftung eines Steinbruchs verbunden sind, gelten nicht als Naturereignisse.

Erscheinungen wie die Bildung von Rissen in Gebäuden, das Vorhandensein von liegenden oder schiefen Bäumen, die Verformung des Straßennetzes durch den Erdrutschbereich sind weitere Kriterien für die Identifizierung von aktiven Bewegungen.

8.2. Intensitätskriterien und Schwellenwert zur Qualifizierung des außergewöhnlichen Charakters

- erwiesener natürlicher Ursprung des Ereignisses;

- Schäden an Gebäuden die mindestens denjenigen der Intensitätsstufe VII in der Europäischen Makroseismischen Skala entsprechen: zahlreiche Gebäude der Sicherheitsklasse A haben Schäden des Grads 3, einige haben Schäden des Grads 4. Zahlreiche Gebäude der Sicherheitsklasse B haben Schäden des Grads 2, einige haben Schäden des Grads 3. Einige Gebäude der Sicherheitsklasse C haben Schäden des Grads 2. Einige Gebäude der Sicherheitsklasse D haben Schäden des Grads 1.

- plötzlicher Bruch von Kanalisationen; allgemeiner Einsturz von Straßen, Wegen, Terrassen.

8.3. Bestimmungsmethode

8.3.1. Kennzeichnung des natürlichen Ursprungs des Ereignisses durch das Büro für die Begutachtung und Beratung bei Einstürzen (Cellule d'Avis et de Conseils Effondrements (CACEff)) des Öffentlichen Dienstes der Wallonie.

8.3.2. Lokale Untersuchung und Anwendung der Skala EMS98 durch das regionale Krisenzentrum der Wallonie mit der Unterstützung des Büros für die Begutachtung und Beratung bei Einstürzen (Cellule d'Avis et de Conseils Effondrements (CACEff)).

8.3.3. Feldbeobachtungen (Fotos, Videoaufnahmen,...), Informationen von den Beamten der Noteinsatzplanung, Liste der Einsätze der Notdienste, Warnmitteilungen, Logbuch der Akteure der Krisenbewältigung, Presseartikel,..., vom regionalen Krisenzentrum ("CRC-W") gesammelt und validiert.

9. Felssturz

9.1. Beschreibung

Ein Felssturz ist die plötzliche und heftige Trennung einer natürlichen, aus kohärentem Gestein bestehenden Struktur mit Herunterfallen von Material. Das Ergebnis dieses Herunterfallens ist die Anhäufung am Boden von Erde und Gestein.

Die physikalische Verwitterung des Gesteins wird durch aufeinanderfolgende natürliche Frost- und Tauzyklen gefördert; intensive Regenniederschläge und das Einsickern von Wasser in das Felsmassiv können als Auslöser fungieren.

9.2. Intensitätskriterien und Schwellenwert zur Qualifizierung des außergewöhnlichen Charakters

- erwiesener natürlicher Ursprung des Ereignisses;

- die Menge der anschließend an den Felssturz angehäuften Materialien überschreitet 10 m³

9.3. Bestimmungsmethode

9.3.1. Kennzeichnung des natürlichen Ursprungs des Ereignisses durch die Zelle für Begutachtung und Beratung bei Einstürzen (Cellule d'Avis et de Conseils Effondrements (CACEff)) des Öffentlichen Dienstes der Wallonie.

9.3.2. Lokale Untersuchung durch das regionale Krisenzentrum der Wallonie mit der Unterstützung des Büros für die Begutachtung und Beratung bei Einstürzen (Cellule d'Avis et de Conseils Effondrements (CACEff)).

9.3.3 Gegebenenfalls kann das Königliche Meteorologische Institut meteorologische Daten über die Niederschläge und die Temperaturen während tien Tagen vor dem Ereignis zur Verfügung stellen.

9.3.4. Feldbeobachtungen (Fotos, Videoaufnahmen,...), Informationen von den Beamten der Noteinsatzplanung, Liste der Einsätze der Notdienste, Warnmitteilungen, Logbuch der Akteure der Krisenbewältigung, Presseartikel,..., vom regionalen Krisenzentrum ("CRC-W") gesammelt und validiert.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. Juli 2016 zur Ausführung des Dekrets vom 26. Mai 2016 über die Wiedergutmachung bestimmter Schäden, die durch allgemeine Naturkatastrophen entstanden sind, als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 21. Juli 2016

Der Minister-Präsident
P. MAGNETTE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2016/205147]

21 JULI 2016. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van het decreet van 26 mei 2016 betreffende het herstel van sommige schade veroorzaakt door algemene natuurrampen

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 26 mei 2016 betreffende het herstel van sommige schade veroorzaakt door algemene natuurrampen, inzonderheid op de artikelen 3, § 1, 8, lid 1, 3°, 10, § 3, 13, lid 2, 16, § 2, 14 en 18;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 11 april 2016;

Gelet op het rapport opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen waaruit blijkt dat het ontwerp niet rechtstreeks of onrechtstreeks op significante wijze effecten sorteert op één of meerdere groepen van personen in functie van de samenstelling van de groep op basis van de geslachten van de personen;

Gelet op advies 59.488/4 van de Raad van State, gegeven van 22 juni 2016, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister-President;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Begripsomschrijvingen*

Artikel 1. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1° "Minister" : de Minister bevoegd voor de financiële tegemoetkomingen die worden uitbetaald ten gevolge van schade ontstaan door toedoen van algemene natuurrampen;

2° "decreet" : het decreet van 26 mei 2016 betreffende het herstel van sommige schade veroorzaakt door algemene natuurrampen;

3° "administratie" : de Directie die bij de Waalse Overheidsdienst de tegemoetkomingsaanvragen behandelt voor herstel ten gevolge van erkende algemene rampen.

HOOFDSTUK II. — *Erkenningsprocedure en -criteria*

Art. 2. § 1. Er wordt door de Regering een erkenningsprocedure opgestart op vraag van de burgemeester van een stad of een gemeente die naar diens mening getroffen is door een uitzonderlijk natuurverschijnsel.

De aanvraag wordt via het voorgedrukt formulier van de administratie bij laatstgenoemde ingediend en vermeldt verplicht volgende inhoudelijke informatie :

1° de datum (de data) van het voorval;

2° de aard van het verschijnsel (de verschijnselen);

3° het getroffen geografisch gebied in de gemeente;

4° de raming van het aantal slachtoffers;

5° het type geleden schade;

6° de foto's of videobeelden van de belangrijkste schade en de lokalisering ervan;

7° de lijst van de voornaamste schade vastgesteld op het openbaar domein.

§ 2. Op straffe van onontvankelijkheid van de aanvraag beschikken de steden en gemeenten over een termijn van vijftien dagen te rekenen van daags nadat het natuurverschijnsel zich voordeed om bovenvermeld dossier in te dienen.

§ 3. Wanneer verschillende verschijnselen van dezelfde aard plaatsvinden in de loop van zeven opeenvolgende dagen nadat het eerste verschijnsel zich voordeed, wordt er bij de administratie één enkele aanvraag ingediend die bedoelde verschijnselen omstandig omschrijft.

Art. 3. De administratie onderzoekt het natuurverschijnsel waarvan ze in kennis is gesteld, ten opzichte van de erkenningscriteria die in de bijlage bij dit besluit zijn opgenomen.

Om dat onderzoek uit te voeren, belast de administratie het gewestelijk crisiscentrum ermee, haar een omstandig technisch verslag voor te leggen waarin eveneens conclusies getrokken worden uit de omschrijving van het onderzocht natuurverschijnsel als algemene ramp. Daartoe kan het gewestelijk crisiscentrum meer bepaald het advies inwinnen van het Koninklijk Meteorologisch Instituut, de Koninklijke Sterrenwacht van België en de bevoegde gewestelijke diensten.

De administratie overlegt met het gewestelijk crisiscentrum om de conclusies van bovenvermeld technisch verslag voor te bereiden.

Ze maakt het verslag van het gewestelijk crisiscentrum samen met een gemotiveerd voorstel tot beslissing aan de Minister over.

Op de voordracht van de Minister kan de Regering het natuurverschijnsel als algemene ramp erkennen.

De Minister kan de administratie ermee belasten de (niet-)erkenning ter kennis te brengen van de steden en gemeenten die een aanvraag hebben ingediend.

Art. 4. De criteria voor de erkenning van een algemene ramp worden ingedeeld in types van voorkomende natuurverschijnselen. De bijlage gevoegd bij dit besluit somt de types van natuurverschijnselen op.

Indien er geen specifieke criteria voorhanden zijn, kan een natuurverschijnsel uitzonderlijk geacht worden wanneer de statistische terugkeerperiode minstens vijftienvijf jaar bedraagt.

In het geval waarvan sprake in artikel 2, § 3, kan de Regering de gezamenlijke verschijnselen als een algemene ramp erkennen wanneer minstens één ervan aan de erkenningscriteria voldoet.

HOOFDSTUK III. — *Procedures voor de aanvraag tot tegemoetkoming voor herstel*

Art. 5. § 1. De aanvraag tot tegemoetkoming voor herstel, bedoeld in artikel 10 van het decreet, wordt via de daartoe voorgedrukte formulieren van de administratie ingediend.

Bovenbedoelde tegemoetkomingsaanvraag wordt ingediend na bekendmaking, in het *Belgisch Staatsblad*, van het besluit van de Waalse Regering tot erkenning van een algemene natuurramp.

De Minister belast de administratie ermee, de dossiers te behandelen en hem ontwerp-beslissingen voor te leggen, met inbegrip van de eventuele berekening van het bedrag van de hersteltegemoetkoming.

§ 2. Samen met die aanvraag worden alle verantwoordingsstukken ingediend waaruit enerzijds de hoedanigheid van de aanvrager en anderzijds het bestaan en de omvang van de schade opgemaakt kunnen worden.

Volgende elementen kunnen daartoe dienstig zijn : de eigendomsbewijzen voor het onroerend goed, de gezinssamenstelling, het afschrift van het verzekeringscontract, het attest waaruit blijkt dat verzekeringsmaatschappij al dan niet tussenbeide komt, de processen-verbaal van vaststelling en raming van de schade, het inschrijvingsbewijs en de groene kaart voor de voertuigen, de bestekken of omstandige facturen voor herstel of vervanging van betrokken goederen, het deskundigenverslag dat de herstel- of vervangingskosten omstandig omschrijft.

§ 3. De natuurlijke personen bedoeld in artikel 9, 4°, lid 2, van het decreet verstrekken eveneens een attest opgemaakt door het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn.

§ 4. De aanvrager verstrekt de administratie of houdt ter beschikking van de door de administratie gemandateerde deskundige elk stuk, elk bewijs of elk attest waar uitdrukkelijk om gevraagd wordt.

§ 5. Wanneer de beschadigde goederen door een verzekeringscontract gedekt zijn, vraagt de aanvrager, voordat hij zijn aanvraag voor een tegemoetkoming voor herstel indient, dat zijn verzekeraar tussenbeide komt en levert daar het bewijs van.

In de gevallen waarin de administratie bij onderzoek van de verzekeringspolis vaststelt dat de verzekeringsmaatschappij duidelijk in gebreke blijft om haar contractuele verbintenissen ten aanzien van de aanvrager na te komen, kan zij de Minister voorstellen om het attest van bedoelde verzekeraar waaruit blijkt dat hij niet tussenbeide komt te weigeren en het dossier van de aanvrager ongegrond te verklaren.

HOOFDSTUK IV. — *Raming van de schade*

Art. 6. Een schadegeval wordt in navermelde gevallen als volledig beschouwd :

1° wat betreft de gebouwde onroerende goederen, wanneer minstens twee derde van het bouwwerk vernield is;

2° wat betreft alle andere goederen, zodra de vermoedelijke kostprijs van het herstel, het herstel in oorspronkelijke staat of de vervanging van die goederen hoger is dan de verkoopwaarde onmiddellijk voordat de schade zich voordeed.

Art. 7. Het bedrag van een schade wordt als volgt geraamd :

1° voor de onroerende goederen :

a) bij volledige schade : in heropbouwwaarde volgens een omstandig bestek of, bij ontstentenis, per bebouwde vierkante of kubieke meter;

b) bij gedeeltelijke schade : op grond van de gemiddelde eenheidsprijzen, belastingen inbegrepen, opgenomen in het, op het ogenblik van de ramp geldende, borderel van de eenheidsprijzen, uitgegeven door de Associatie van Belgische Experten;

2° voor de verplaatsbare lokalen die als woning bestemd zijn :

a) bij volledige schade : in vervangingswaarde op grond van een omstandig vervangingsbestek;

b) bij gedeeltelijke schade : in kostprijs van de herstelling op grond van een omstandig herstellingsbestek;

3° voor de roerende goederen voor dagelijks of huiselijk gebruik, daarin inbegrepen de vervoersmiddelen voor dagelijks of huiselijk gebruik;

a) bij volledige schade aan roerende goederen : op grond van de kostprijs voor de vervanging van de goederen;

b) bij volledige schade aan de vervoersmiddelen : op grond van de verkoopwaarde;

c) bij gedeeltelijke schade : in kostprijs van de herstelling op grond van een omstandige bestekken of facturen;

4° voor de overige lichamelijke goederen vernoemd in artikel 8, 4°, van het decreet wordt het bedrag van de schade vastgesteld op grond van de kostprijs onder uitsluiting van de winst, na aftrek van de kosten;

5° voor de land- en tuinbouwgoederen vernoemd in artikel 8, 5°, van het decreet wordt het bedrag van de schade vastgesteld op grond van de meest recente standaard brutogoederen, vastgelegd door de Waalse Overheidsdienst, of, bij ontstentenis, op grond van kostprijs onder uitsluiting van de winst, na aftrek van de niet-gemaakte kosten;

6° voor de bosaanplantingen :

a) op grond van de kostprijs;

b) indien ze het rijpheidsstadium hadden bereikt, op grond van de handelswaarde.

Wat betreft 3°, a), mag het in aanmerking genomen bedrag voor de raming van de schade de maximumbedragen vermeld in artikel 8 niet overschrijden.

Wat betreft 3°, b), mag het in aanmerking genomen bedrag voor de raming van de schade de maximumbedragen vermeld in artikel 9 niet overschrijden.

De Waalse Overheidsdienst, Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, Departement Natuur en Bossen wordt ermee belast de methodologie en de informatie, nodig voor de raming van de schade bedoeld in 6°, te verstrekken.

Art. 8. § 1. Enkel met volgende categorieën roerende goederen voor huiselijk of familiaal gebruik wordt rekening gehouden bij de raming van het bedrag van de schade :

Categorieën roerende goederen voor huiselijk of familiaal gebruik	Maximumbedrag in overweging genomen bij de raming van de totale schade (btw inbegrepen)		
	Per gezin	Per persoon	Per element
1. Keukenmeubilair	1.500,00 euro;		
2. Keukengereedschap en vaatwerk	500,00 euro;		
3. Elektrohuishoudtoestellen (wasgoed en schoonmaak)	900,00 euro;		
4. Elektrotoestellen (keuken)	1.800,00 euro;		
5. Meubilair salon/eetkamer/hall	1.450,00 euro;		
6. Materieel salon/eetkamer/hall	100,00 euro;		
7. Kantoormeubilair	500,00 euro;		
8. Kantoomaterieel	100,00 euro;		
9. Multimediamaterieel	1.000,00 euro;		

Categorieën roerende goederen voor huishelijk of familiaal gebruik	Maximumbedrag in overweging genomen bij de raming van de totale schade (btw inbegrepen)		
	Per gezin	Per persoon	Per element
10. Slaapkamermeubilair		700,00 euro;	
11. Slaapkamermaterieel en beddenlinnen		150,00 euro;	
12. Raambeslagen (per venster)			50,00 euro;
13. Verlichting (per stuk)			100,00 euro;
14. Badkamermeubilair	250,00 euro;		
15. Badkamermaterieel	250,00 euro;		
16. Persoonlijke goederen		1.000,00 euro;	
17. Meubilair washok/garage/tuinhuisje	200,00 euro;		
18. Tuinmeubilair	500,00 euro;		
19. Gereedschappen	500,00 euro;		
20. Verwarmingselementen	2.000,00 euro;		
21. Verwarmingsbrandstoffen		75,00 euro;	

§ 2. De Minister wordt ermee belast jaarlijks de maximumbedragen, opgenomen in paragraaf 1, aan te passen en bekend te maken na raadpleging van het "Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique" (Waal Instituut voor Evaluatie, Prospectie en Statistiek).

Art. 9. § 1. Enkel met volgende categorieën vervoersmiddelen voor huishelijk of familiaal gebruik wordt rekening gehouden bij de raming van het bedrag van de schade :

Categorieën vervoersmiddelen voor huishelijk of familiaal gebruik	Maximumbedrag in overweging genomen bij de raming van de totale schade (btw inbegrepen)
1. Autovoertuig van 0 tot en met 66 kW	8.125,00 euro
2. Autovoertuig van 67 tot en met 100 kW	10.000,00 euro
3. Autovoertuig van meer dan 100 kW	12.500,00 euro
4. Motorfiets tot 500 cc	3.125,00 euro
5. Motorfiets vanaf 500 cc	5.000,00 euro
6. Bromfiets (max. 40 km/h)	1.500,00 euro
7. Elektrische fiets	1.000,00 euro
8. Fiets	250,00 euro

§ 2. De Minister wordt ermee belast jaarlijks de maximumbedragen, opgenomen in paragraaf 1, aan te passen en bekend te maken na raadpleging van het "Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique" (Waal Instituut voor Evaluatie, Prospectie en Statistiek).

§ 3. Het aantal vervoersmiddelen waarmee rekening wordt gehouden voor de raming van het bedrag van de schade wordt beperkt tot het aantal personen die het gezin samenstellen op de datum van de schade indien ze drager zijn van een rijbewijs dat geldig is voor de categorie beschadigde vervoersmiddelen.

§ 4. Wanneer meerdere autovoertuigen aanleiding geven tot de tegemoetkoming voor herstelling in éénzelfde gezin, wordt het reële in kilowatt uitgedrukte vermogen voor het eerste autovoertuig in rekening genomen.

De andere autovoertuigen worden geacht tot categorie 1 van de tabel van paragraaf 1 te behoren.

§ 5. Wanneer meerdere motorfietsen aanleiding geven tot de tegemoetkoming voor herstelling in éénzelfde gezin, wordt het reële in kubieke centimeter uitgedrukte vermogen voor de eerste motorfiets in rekening genomen. De andere motorfietsen worden geacht tot categorie 4 van de tabel van paragraaf 1 te behoren.

HOOFDSTUK V. — Berekening van de hersteltegemoetkoming

Art. 10. Het bedrag van de hersteltegemoetkoming bedoeld in artikel 14 van het decreet wordt berekend op grond van het geraamde totaalbedrag van de schade.

Art. 11. § 1. Voor elke aanvraag wordt de hersteltegemoetkoming verminderd met de inhouding van een eigenrisicobedrag van 249,99 euro.

Wanneer de echtgenoten en samenwonenden beslissen meerdere aanvragen in te dienen voor hun gezamenlijke goederen, wordt elke ingediende aanvraag dienovereenkomstig verminderd.

In de andere gevallen van onverdeeldheid waarvoor één enkele aanvraag is ingediend, geldt het eigenrisicobedrag naar verhouding van het aandeel van elke medeëigenaar.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1 worden de aanvragen, ingediend door de natuurlijke personen bedoeld in artikel 9, 4°, lid 2, van het decreet niet verminderd.

Art. 12. Voor de berekening van de hersteltegemoetkoming wordt het geraamde totaalbedrag van de schade opgesplitst in schijven waarop de tegemoetkoming procentueel berekend wordt.

Elke schijf stemt volgens hiernavolgende tabel met een coëfficiënt overeen :

Opeenvolgende schijven van het totaalbedrag van de schade (in euro)	Tegemoetkomingspercentage	Samengeteld bedrag van de vorige schijven
0,01 euro tot en met 249,99 euro (verminderd bedrag)	0 %	—
250,00 euro tot en met 9.999,99 euro	100 %	0 euro
10.000,00 euro tot en met 19.999,99 euro	80 %	9.749,99 euro
20.000,00 euro tot en met 29.999,99 euro	60 %	17.749,98 euro
30.000,00 euro tot en met 249.999,99 euro	40 %	23.749,98 euro
Vanaf 250.000,00 euro	0 %	111.749,97 euro
		111.749,97 euro

Art. 13. De hersteltegemoetkoming, berekend overeenkomstig artikel 11, wordt verhoogd met de aangetoonde kostprijs van de voorlopige instandhoudingsmaatregelen en -werken die op kosten van de aanvrager worden uitgevoerd en als nuttig erkend worden voor de beperking van de schade, tegen zeventig percent van de totale kostprijs van die kosten.

Art. 14. De hersteltegemoetkoming, berekend overeenkomstig artikel 11, wordt verminderd met alle schenkingen, sommen, leveringen of prestaties van werken verkregen van of verschuldigd door derden om de aanvrager geheel of gedeeltelijk schadeloos te stellen.

HOOFDSTUK VI. — *Betaling en wederbelegging van de hersteltegemoetkoming*

Art. 15. De administratie betaalt de eerste schijf van de hersteltegemoetkoming aan de begunstigde van de gemotiveerde beslissing bedoeld in artikel 15 van het decreet zodra daar kennis van gegeven is.

De eerste schijf stemt overeen met zeventig percent van de hersteltegemoetkoming, berekend overeenkomstig artikel 11. Ze wordt geacht, wederbelegd te zijn.

Wanneer die wederbelegging aangetoond wordt door overlegging van de dienovereenkomstige facturen of van de herstellingsbewijzen, wordt het saldo vereffend.

Wanneer het bedrag van de tegemoetkoming lager is dan of gelijk is aan 250,00 euro, wordt ze in afwijking van vorige leden integraal vereffend en geacht, wederbelegd te zijn.

Art. 16. § 1. De Minister kan op verzoek van de begunstigde inzake die wederbelegging overeenkomstig artikel 16, § 2, van het decreet een afwijking toestaan die binnen de grenzen van het gewestelijk grondgebied overeen kan stemmen met :

1° de machtiging om herop te bouwen of te bouwen op een andere funderingsgrondslag dan die van het vernietigde goed wanneer dit in een gebied met overstromingsgevaar gelegen is;

2° de machtiging om een ander goed, eigendom van de begunstigde, in te richten;

3° de machtiging om een nieuw goed op te bouwen, met een bestemming die verschillend is van de bestemming van het beschadigde goed;

4° de machtiging om een vervangend onroerend goed aan te kopen;

5° de gevallen waarin de wederbelegging onmogelijk is.

§ 2. Overeenkomstig artikel 16, § 2, van het decreet kan de Minister eisen dat de hersteltegemoetkoming aangewend wordt voor de herstelling, de bouw of de heropbouw van een onroerend goed of de herinstallatie van een verplaatsbaar lokaal buiten de geteisterde zone wanneer die goederen gelegen zijn in een gebied met groot overstromingsgevaar.

Art. 17. Wanneer uitzonderlijke omstandigheden dit verantwoorden, kan de Minister de termijn van drie jaar, die de begunstigde opgelegd wordt bij artikel 16, § 1, van het decreet, verlengen voor de wederbelegging van de hersteltegemoetkoming.

Die omstandigheden kunnen met name verband houden met het verkrijgen van een bouwvergunning, de natuurlijke regeneratie van het woud of de uitvoering van een overheidsopdracht.

HOOFDSTUK VII. — *Schade toegebracht aan het openbaar domein*

Art. 18. § 1. De aanvraag tot tegemoetkoming voor herstel, bedoeld in artikel 18 van het decreet, wordt via de daartoe voorgedrukte formulieren van de administratie ingediend.

Bovenbedoelde tegemoetkomingsaanvraag wordt ingediend na bekendmaking, in het *Belgisch Staatsblad*, van het besluit van de Waalse Regering tot erkenning van een algemene natuurramp.

§ 2. Samen met de aanvraag worden alle verantwoordingsstukken ingediend waaruit enerzijds de hoedanigheid van de aanvrager en anderzijds het bestaan en de omvang van de schade opgemaakt kunnen worden.

Volgende elementen kunnen daartoe dienstig zijn : de eigendomsbewijzen voor het onroerend goed, het attest waaruit blijkt dat verzekeringsmaatschappij al dan niet tussenbeide komt, de processen-verbaal van vaststelling en raming van de schade, het inschrijvingsbewijs en de groene kaart voor de voertuigen, de bestekken of omstandige facturen voor herstel of vervanging van betrokken goederen, het deskundigenverslag dat de herstel- of vervangingskosten omstandig omschrijft.

De aanvrager verstrekt de administratie of houdt ter beschikking van de door de administratie gemandateerde deskundige elk stuk, elk bewijs of elk attest waar uitdrukkelijk om gevraagd zou worden.

Art. 19. Het bedrag van de hersteltegemoetkoming bedoeld in artikel 14 van het decreet wordt berekend op grond van het geraamde totaalbedrag van de schade aan de goederen van het openbaar domein van een rechtspersoon bedoeld in artikel 18 van het decreet. Dat bedrag wordt opgedeeld per categorie goederen.

Art. 20. Er wordt voor elke aanvraag een eigenrisicobedrag van 12.499,99 euro ingehouden op het bedrag van de hersteltegemoetkoming.

Art. 21. Voor de berekening van de hersteltegemoetkoming wordt er een tegemoetkomingspercentage van zeventig percent toegepast op het geraamde totale tegemoetkomingsbedrag van de schade. Het bedrag van de tegemoetkoming is niet hoger dan 615.000,00 euro.

Art. 22. De hersteltegemoetkoming, berekend overeenkomstig artikel 21, wordt verhoogd met de aangetoonde kostprijs van de voorlopige instandhoudingsmaatregelen en -werken die op kosten van de aanvrager worden uitgevoerd en als nuttig erkend worden voor de beperking van de schade, tegen zeventig percent van de totale kostprijs van die kosten.

Art. 23. De hersteltegemoetkoming, berekend overeenkomstig artikel 21, wordt verminderd met alle sommen verkregen van of verschuldigd door derden, met uitzondering van de overheid, als dekking of herstel van de schade bedoeld bij dit besluit.

Art. 24. De administratie betaalt de eerste schijf van de hersteltegemoetkoming bedoeld in artikel 18 van het decreet zodra kennis is gegeven van de gemotiveerde beslissing bedoeld in artikel 15 van het decreet.

De betaling van de eerste schijf stemt overeen met vijfendertig percent van de hersteltegemoetkoming, berekend overeenkomstig artikel 21. De eerste schijf van de tegemoetkoming wordt geacht, wederbelegd te zijn.

Wanneer die wederbelegging aangetoond wordt door overlegging van de dienovereenkomstige facturen of van de herstellingsbewijzen, worden de volgende schijven vereffend in functie van de vordering van de werken en na controle van de wederbelegging ervan.

HOOFDSTUK VIII. — *Overmaking van de stukken en dossiers met betrekking tot de aanvragen voor hersteltegemoetkomingen en dienovereenkomstige beslissingen*

Art. 25. De aanvragers die om de toekenning van een hersteltegemoetkoming verzoeken kunnen hun stukken en dossiers indienen via postzending of via het elektronisch loket, te vinden op de Waalse portaalsite voor de plaatselijke besturen.

Art. 26. De aanvragers identificeren zich via hun elektronische identiteitskaart.

Er wordt per elektronische zending een technisch bericht van ontvangst van de indiening verzonden naar het elektronisch adres dat op het indieningsformulier is ingevuld.

Art. 27. Elke kennisgeving van de beslissing wordt per elektronische zending verzonden naar het elektronisch adres dat op het indieningsformulier is ingevuld. Er wordt eveneens een postzending verricht.

HOOFDSTUK IX. — *Slotbepalingen*

Art. 28. Dit besluit treedt in werking op dezelfde dag als het decreet.

Art. 29. De Minister is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 21 juli 2016.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

BIJLAGE

Fysieke criteria voor de erkenning van algemene natuurramp

Hierna worden de natuurverschijnselen opgelijst die potentiële schade kunnen veroorzaken.

Om de intensiteit van elk natuurverschijnsel te bepalen, worden specifieke criteria onderzocht. Natuurverschijnselen krijgen het label "uitzonderlijk" indien bepaalde drempelwaarden in verband met voornoemde criteria overschreden worden.

Onderhavige lijst is beperkt tot de natuurverschijnselen die het vaakst in Wallonië worden vastgesteld. Elk type verschijnsel wordt eerst bondig omschreven; dan volgen het fysieke criterium (de fysieke criteria), waarmee de intensiteit ervan wordt gemeten, en de minimumwaarden om ze het label "uitzonderlijk" te verlenen; ten slotte wordt dieper ingegaan op de gegevens om het gewestelijk crisiscentrum van Wallonië (hierna CRC-W) toe te laten bedoelde waarden te bepalen en het volledig rapport op te stellen, met vermelding van de instelling die bedoelde gegevens moet verstrekken.

Indien een verschijnsel niet opgelijst is en er geen specifieke criteria voorhanden zijn voor de drempelwaardenberekening, kan een natuurverschijnsel het label "uitzonderlijk" krijgen wanneer de statistieke terugkeerperiode minstens vijftig jaar bedraagt en de natuurlijke oorsprong ervan aangetoond wordt.

1. Overstroming door hemelwater

1.1. Omschrijving

Van overstromingen door hemelwater is sprake, wanneer de neerslag de vorm aanneemt van zeer hevige regens, eventueel gepaard gaand met hevige onweders, en wanneer de wateropnamecapaciteit van de bodems onvoldoende is.

Een verminderde wateropname kan zich in volgende gevallen voordoen :

- na een langere vochtige periode, waardoor de bodems bijna verzadigd zijn;
- wanneer de bodems bevroren zijn;
- wanneer de bodems verzadigd zijn door opwellend dieptewater;
- na een periode van droogte met de vorming van een ondoorlaatbare korst op bouwland;
- bij bebouwing van een significante oppervlakte van een stroomgebied.

Zulke overstromingen zijn over het algemeen van korte duur en vertonen een lokaal karakter.

Meestal gaan ze gepaard met modderstromen.

1.2. Intensiteitscriteria en drempel om het label "uitzonderlijk" te krijgen

Atmosferische neerslag in de vorm van regen die op één uur tijd 35 mm overschrijdt, of 70 mm in 24 uur. Dit stemt overeen met de mediaanwaarden van een terugkeerperiode van 25 jaar voor het grondgebied van Wallonië. In voorkomend geval wordt onder laatstgenoemde waarde het waterequivalent verstaan van het snelle smelten van opgehoopte sneeuw die bij het begin van de gebeurtenis nog aanwezig was.

1.3. Bepalingsmethode

1.3.1. Algemene meteorologische toestand, met inbegrip van de temperaturen vastgesteld door het Koninklijk Meteorologisch Instituut (KMI).

1.3.2. Waarnemingen in de dichtst bij de plaats van overstroming gelegen stations van het pluviometernetwerk van het KMI en van de Waalse Overheidsdienst (na validering door het KMI).

1.3.3. Radarbeelden van het KMI : de radar kan worden gebruikt om het van plaats tot plaats relatieve belang van de (in 1 u. of in 24 u.) gevallen neerslag te kennen. Vervolgens kunnen, door de metingen van de regenhoeveelheden, meegedeeld door de radar, te vergelijken met de metingen van de pluviometers op de grond, de gebieden benoemd worden waarin de overschrijding van de neerslagdrempels het hoogwaarschijnlijk is.

1.3.4. Bells-netwerk van het KMI (Belgian Lightning and Localisation System): ter aanvulling van de radargegevens wordt dankzij dit systeem nuttige informatie verkregen over de intensiteit van de elektrische activiteit van eventuele onweerscellen en de verplaatsing ervan.

1.3.5. Terreinwaarnemingen (foto's, videobeelden...), informatie van de bevoegde ambtenaren, lijst van de interventies van de hulpdiensten, waarschuwingsberichten, doorlopende registers van de interveniërende partijen, persartikelen... ingezameld en gevalideerd door CRC-W.

2. Overstroming door het buiten de oevers treden van rivieren

2.1. Omschrijving

Tijdelijke uitzonderlijke overstroming van een landoppervlakte als gevolg van aanhoudende atmosferische neerslag, eventueel gepaard gaand met het snelle smelten van sneeuw of een natuurlijke dijkbreuk die een stijging van het waterpeil bewerkstelligde in een onderdeel van het stroomgebied (waterloop, kanaal, meer, vijver). Als één enkele overstroming worden beschouwd, de initiële overstroming en elke overstroming die zich voordoet binnen de 168 uur na de daling van het waterpeil.

2.2. Intensiteitscriteria en drempel om het label "uitzonderlijk" te krijgen

a) voor de overstromingen door het buiten de oevers treden van waterlopen :

- uurdebiet van het waargenomen of berekende hoogwaterpunt, dat het debiet van de terugkeerperiode van 25 jaar overschrijdt op de plaats van de overstroming;

- zoniet, de waargenomen atmosferische neerslag in de vorm van regen, in het stroomgebied stroomopwaarts van de plaats van de overstroming, op één uur tijd 35 mm overschrijdt, of 75 mm in 24 uur. Dit stemt overeen met de mediaanwaarden van een terugkeerperiode van 25 jaar voor het grondgebied van Wallonië. In voorkomend geval wordt onder laatstgenoemde waarde het waterequivalent verstaan van het snelle smelten van nog aanwezige opgehoopte sneeuw;

b) in geval van een natuurlijke dijkbreuk vormt de overstroming die eruit voortvloeit op zichzelf een uitzonderlijke gebeurtenis;

c) in de andere gevallen of wanneer de reeksen van beschikbare gegevens de berekening van een statistieke terugkeerperiode niet mogelijk maken :

- vergelijking met een gelijkaardig naburig station waarvoor wel gegevens beschikbaar zijn;

- zoniet, als de overstroming zich op die plaats minder dan twee keer in de loop van de laatste tien jaar voorgedaan heeft.

2.3. Bepalingsmethode

2.3.1. Op basis van de gevalideerde waarnemingen inzake uurdebieten, geregistreerd door de hydrologische netten "infocrué" en "aqualim" (beheerd door respectievelijk DGO2 en DGO3 van de Waalse Overheidsdienst), worden de statistische berekeningen uitgevoerd door diezelfde diensten overeenkomstig de methode gevalideerd door de Overkoepelende Groep Overstromingen om de statistische terugkeerperiode van de gebeurtenis te evalueren.

2.3.2. Waarnemingen geregistreerd in de stations van het pluviometernetwerk van het KMI of van de Waalse Overheidsdienst (na validering door het KMI), gelegen in het stroomgebied stroomopwaarts van de plaats van overstroming of in de nabijheid ervan.

2.3.3. Algemene meteorologische toestand, met inbegrip van de temperaturen, vastgesteld door het KMI.

2.3.4. Radarbeelden van het KMI : de radar kan worden gebruikt om het van plaats tot plaats relatieve belang van de (in 1 u. of in 24 u.) gevallen neerslag te kennen. Vervolgens kunnen, door de metingen van de regenhoeveelheden, meegedeeld door de radar, te vergelijken met de metingen van de pluviometers op de grond, de gebieden benoemd worden waarin de overschrijding van de neerslagdrempels hoogstwaarschijnlijk is.

2.3.5. Bells-netwerk van het KMI (Belgian Lightning and Localisation System) : ter aanvulling van de radargegevens wordt dankzij dit systeem nuttige informatie verkregen over de intensiteit van de elektrische activiteit van eventuele onweerscellen en de verplaatsing ervan.

2.3.6. Waarnemingen van het grondwaterpeil, geregistreerd en gevalideerd door DGO3 van de Waalse Overheidsdienst.

2.3.7. Terreinwaarnemingen (foto's, videobeelden...), informatie van de bevoegde ambtenaren, lijst van de interventies van de hulpdiensten, waarschuwingsberichten, weer-en waterpeilvoorspellingen, doorlopende registers van de interveniërende partijen, persartikelen... ingezameld en gevalideerd door CRC-W.

3. Grootschalige storm

3.1. Omschrijving

Een grootschalige storm is een atmosferische storing die gekenmerkt wordt door hevige wind en eventueel gepaard gaat met overvloedige neerslag en onweders.

3.2. Intensiteitscriteria en drempel om het label "uitzonderlijk" te krijgen

De waargenomen wind overschrijdt een piekwaarde van 130 km per uur in het windmeetstation van het meest nabije Belgische grootschalig meetnet.

3.3. Bepalingmethode

3.3.1. Windwaarnemingen, geregistreerd door het Belgisch grootschalig meetnet, gevalideerd door het KMI.

3.3.2. Algemene meteorologische toestand, vastgesteld door het KMI.

3.3.2. Terreinwaarnemingen (foto's, videobeelden...), informatie van interventies van de hulpdiensten, waarschuwingsberichten, doorlopende registers van de interveniërende partijen, persartikelen... ingezameld en gevalideerd door CRC-W.

4. Tornado's en downbursts

4.1. Omschrijving

Een **tornado** is een wervelwind met een zeer hoge snelheid, die uit een onweerswolk (*cumulonimbus*) ontstaat wanneer de voorwaarden voor een windschering in de lage atmosfeer gunstig zijn. Op de oppervlakte kan de zeer hevige wind voor aanzienlijke schade zorgen. Over het algemeen zijn tornado's zeer plaatselijk beperkt in tijd en ruimte, maar er wordt soms vastgesteld dat de wervelende luchtkolom de oppervlakte raakt, vervolgens terug naar de wolk klimt en de oppervlakte opnieuw raakt in een andere streek, op een andere plaats van het traject dat gevolgd wordt door de onweerscellen. Plaatselijk wordt de schade over het algemeen waargenomen in een relatief smalle corridor.

Een **downburst** is een intense vallende atmosferische luchtstroming in een onweer, die door de hevigheid waarmee ze de oppervlakte raakt een hevige wervelwind in uiteenlopende richtingen veroorzaakt. De downburst ontstaat uit het vallen van neerslag en koudere en drogere lucht die in de *cumulonimbus* binnendringt, wat aanleiding geeft tot koude druppels die zich in waaiervorm onder de wolk uitbreiden bij het bereiken van de grond. Downbursts kunnen zich bij geïsoleerde onweders voordoen of tegelijk aan meerdere onweerscellen verbonden zijn in een zich verplaatsende onweerslijn. De schade zal dus waargenomen worden binnenin min of meer brede corridors.

4.2. Intensiteitscriteria en drempel om het label "uitzonderlijk" te krijgen

Rekening houdend met het plaatselijke karakter van die verschijnselen en de daaruit voortvloeiende moeilijkheid om de windsnelheid met zekerheid te meten, wordt het uitzonderlijk karakter aan de opgemeten schade bepaald, met als basis de Enhanced Fujita Scale ("verbeterde schaal van Fujita").

Het bereiken van minstens categorie EF2 op de verbeterde schaal van Fujita : *"Aanzienlijke schade. Daken worden van goed gebouwde huizen afgerukt, huizen met een licht gebinte worden van hun fundering verplaatst, woonwagens en schuren worden vernietigd, de meeste bomen worden ontworteld of zijn afgeknakt."*

4.3. Bepalingmethode

4.3.1. Verbeterde Schaal van Fujita. Met die schaal, ingedeeld in 28 schade-indicatoren, wordt, uitgaande van de ernst van de vastgestelde schade, de kracht van de tornado die zich voorgedaan heeft, ingeschat.

4.3.2. Terreinwaarnemingen (foto's, videobeelden...), informatie van de bevoegde ambtenaren, lijst van de interventies van de hulpdiensten, waarschuwingsberichten, doorlopende registers van de interveniërende partijen, persartikelen... ingezameld en gevalideerd door CRC-W.

4.3.3. Het Koninklijk Meteorologisch Instituut verstrekt in voorkomend geval de meteorologische informatie waarover het in verband met dat verschijnsel beschikt.

5. Hagel

5.1. Omschrijving

Neerslag van specifieke ijsdeeltjes die ofwel afzonderlijk ofwel gebundeld in onregelmatige blokken voorkomen; deze deeltjes, de hagelstenen, hebben vaak een min of meer sferische vorm (soms conisch), en hun diameter varieert bij ons over het algemeen van 5 mm tot 5 cm.

5.2. Intensiteitscriteria en drempel om het label "uitzonderlijk" te krijgen

De grootte van de waargenomen hagelstenen moet een diameter van minstens 4 cm bereiken.

Bij ontstentenis wordt de TORRO-schaal gebruikt en de graad H5 moet minstens worden bereikt : *"sommige leien daken en sommige dakpannen vertonen breuken; talrijke vensters zijn gebroken; glazen dakpanelen en vensters uit gewapend glas zijn gebroken; het koetswerk van de meeste wagens blootgesteld aan de hagel vertoont zichtbare deuken; de romp van lichte vliegtuigen is ingedeukt; voor kleine dieren bestaat het risico op ernstige of zelfs dodelijke verwondingen; stukken schors worden van bomen gerukt; houtwerk vertoont deuken en barsten; grote takken van bomen zijn afgerukt."*

5.3. Bepalingsmethode

5.3.1. Terreinwaarnemingen (foto's, videobeelden...), informatie van de bevoegde ambtenaren, lijst van de interventies van de hulpdiensten, waarschuwingsberichten, doorlopende registers van de interveniërende partijen, persartikelen... ingezameld en gevalideerd door CRC-W.

5.3.2. TORRO-schaal. De bereikte graad op deze schaal kan worden afgeleid van de ernst van de vastgestelde schade.

5.3.3. Radargegevens van het KMI : door deze gegevens te onderzoeken, kunnen regio's aangewezen worden waar de waarschijnlijkheid dat er zich hagelbuien voordoen, zeer groot is.

5.3.4. Het Koninklijk Meteorologisch Instituut verstrekt in voorkomend geval de meteorologische informatie waarover het in verband met dat verschijnsel beschikt.

6. Sneeuwophopingen

6.1. Omschrijving

Sneeuw is een neerslagvorm bestaande uit, lucht bevattende en tot vlokken samengeklonterde, vertakte ijskristallen met een zeer variabele structuur en aspect. Ophopingen van meerdere dagen kunnen door de afwisseling van vorst en dooi het gewicht van de sneeuw aanzienlijk verzwaren hoewel zonnestraling dit verschijnsel kan temperen door sneeuwsublimatie te veroorzaken.

Het doorwegen van een sneeuwlaag hangt van de dikte en de dichtheid ervan af.

6.2. Intensiteitscriteria en drempel om het label "uitzonderlijk" te krijgen

De opgehoopte sneeuw dikte moet op een horizontaal vlak een belasting teweegbrengen die hoger is dan de sneeuwbelasting bepaald in norm NBN ENV 1991-1-3 in de hypothese van een plat dak met veiligheidscoëfficiënt 1,5.

De hoogte wordt gelijkgesteld met het hoogste punt boven de zeespiegel in de betrokken gemeente.

Als er geen sneewdichtheid ter plaatse wordt berekend, wordt overeenkomstig bovenvernoemde norm een dichtheid van 1,5 kS/m² als systeemnorm gebruikt.

6.3. Bepalingsmethode

6.3.1. Terreinwaarnemingen (foto's, videobeelden...), informatie van de bevoegde ambtenaren, lijst van de interventies van de hulpdiensten, waarschuwingsberichten, doorlopende registers van de interveniërende partijen, persartikelen... ingezameld en gevalideerd door CRC-W.

6.3.2. Waarnemingen van de sneeuwlaag in het Belgisch klimatologisch meetnet, gevalideerd door het KMI.

6.3.3. Algemene meteorologische toestand, met inbegrip van de temperaturen, vastgesteld door het KMI.

6.3.4. Berekening door het CRC-W overeenkomstig voornoemde norm.

7. Aardbevingen

7.1. Omschrijving

Een aardbeving stemt overeen met een relatief bruuske beweging van twee delen van de aardkorst langs een dikwijls reeds bestaande breuklijn. Deze breuk gaat gepaard met een plotse vrijgave van een grote hoeveelheid elastische energie, waarbij meerdere types van seismische golven voortgebracht worden die gaan uitwaaieren en die zich aan de oppervlakte zullen voordoen als grondtrillingen.

Als één enkele beving worden beschouwd, de initiële aardbeving en de naschokken die zich in de 168 uur voordoen en de daaruit voortvloeiende natuurverschijnselen.

7.2. Intensiteitscriteria en drempel om het label "uitzonderlijk" te krijgen

Lokale magnitude ML op de schaal van Richter, berekend door de Koninklijke Sterrenwacht van België

EN

Intensiteitsgraad VII op de Europese Macroseismische Schaal met betrekking tot de schade geleden in België :

a) de meeste mensen hebben schrik en trachten naar buiten te snellen. Veel personen hebben moeite om rechtop te blijven staan, voornamelijk op de hogere verdiepingen;

b) meubels worden verplaatst en de meubels met hooggelegen zwaartepunt kunnen omvallen. Talrijke voorwerpen vallen van de rekken. Waterbakken, reservoirs en zwembaden lopen over;

c) veel gebouwen van kwetsbaarheidsklasse A lijden schade van de derde graad, sommige van de vierde graad. Veel gebouwen van kwetsbaarheidsklasse B lijden schade van de tweede graad, sommige van de derde graad. Sommige gebouwen van kwetsbaarheidsklasse C lijden schade van de tweede graad. Sommige gebouwen van kwetsbaarheidsklasse D lijden schade van de eerste graad.

7.3. Bepalingsmethode

7.3.1. Intensiteitschaal EMS98. De Sterrenwacht voert een officiële enquête uit bij de gemeentebesturen en bij particulieren (via internet) om zodiende een zogenaamd macroseismische kaart op te maken, die de intensiteit (EMS-98) op elke plaats weergeeft.

7.3.2. Seismometernetwerk en accelerometer van de Koninklijke Sterrenwacht van België (Schaal van Richter).

7.3.3. Terreinwaarnemingen (foto's, videobeelden...), informatie van de bevoegde ambtenaren, lijst van de interventies van de hulpdiensten, waarschuwingsberichten, doorlopende registers van de interveniërende partijen, persartikelen... ingezameld en gevalideerd door CRC-W.

8. Aardverzakkingen en -verschuivingen

8.1. Omschrijving

Een aardverschuiving of -verzakking is een plotse beweging te wijten aan een natuurlijk fenomeen, met uitzondering van de aardbeving, van een belangrijke massa van de bodemlaag die goederen vernielt of beschadigt, vaak op een zeer lokale schaal.

Een aardverschuiving wordt gekenmerkt : in het stroomopwaarts gelegen gedeelte, door breuklijnen of door scheuren, in de hoofdrichtingen en zijdelings, met een plotse hellingbreuk (concave helling); in het stroomafwaarts gelegen gedeelte : door rug- of walvorming (of frontaal) met convexe helling. De druk uitgeoefend op deze wal uit zich dikwijls in een abnormaal tracé van afwaartse waterlopen, door een gedeukt topografisch oppervlak (golvingen, verspreide blokken van grote omvang...).

Verschuivingen van kunstmatige terrils of steenbergen worden niet als natuurverschijnselen beschouwd.

Grondverschuivingen in Wallonië vinden vaak hun oorsprong in een natuurlijke ondergrondse instorting die het gevolg is van de wateractiviteit in karstisch gebied.

Grondverschuivingen toe te schrijven aan ondergrondse instortingen door mijnexploitatie of bemalingen worden niet als natuurverschijnselen beschouwd. Dit geldt ook voor grondverschuivingen ten gevolge van de exploitatie van steengroeven.

Verschijnselen zoals het scheuren van gebouwen, omgevallen of scheefhangende bomen, vervorming van het wegennet ter plaatse van de aardverschuiving zijn ook identificatiecriteria van actieve bewegingen.

8.2. Intensiteitscriteria en drempel om het label "uitzonderlijk" te krijgen

- de natuurlijke oorsprong van het verschijnsel is aangetoond;

- de schade aan de gebouwen is minstens vergelijkbaar met de schade omschreven voor intensiteit VII in de Europese Macro-eismische Schaal : veel gebouwen van kwetsbaarheidsklasse A lijden schade van de derde graad, sommige van de vierde graad. Veel gebouwen van kwetsbaarheidsklasse B lijden schade van de tweede graad, sommige van de derde graad. Sommige gebouwen van kwetsbaarheidsklasse C lijden schade van de tweede graad. Sommige gebouwen van kwetsbaarheidsklasse D lijden schade van de eerste graad;

- plotse leidingbreuken; veralgemeende inzakking van straten, wegen en terrassen.

8.3. Bepalingsmethode

8.3.1. Karakterisering van de natuurlijke oorsprong van het verschijnsel door CACEff ("Cellule d'Avis et de Conseils Effondrements") van de Waalse Overheidsdienst.

8.3.2. Lokale enquête en toepassing van schaal EMS98 door het crisiscentrum van Wallonië met ondersteuning door CACEff.

8.3.3. Terreinwaarnemingen (foto's, videobeelden...), informatie van de bevoegde ambtenaren, lijst van de interventies van de hulpdiensten, waarschuwingsberichten, doorlopende registers van de interveniërende partijen, persartikelen... ingezameld en gevalideerd door CRC-W.

9. Rotslawine

9.1. Omschrijving

Rotslawines doen zich voor, wanneer een natuurlijke structuur van samenhangende rots plots en bruusk loskomt met neervallende rotsstukken. Als gevolg van deze gebeurtenis wordt op de bodem een ophoping van aarde en rotspuin vastgesteld.

De fysieke verwerking van het rotsgesteente is toe te schrijven aan afwisselende vorst en dooi; intense neerslag in de vorm van regen en waterinfiltratie in het rotsmassief kunnen veroorzakende factoren zijn.

9.2. Intensiteitscriteria en drempel om het label "uitzonderlijk" te krijgen

- de natuurlijke oorsprong van het verschijnsel is aangetoond;

- ten gevolge van de inzakking wordt meer dan 10 m³ opgehoopte puin gemeten.

9.3. Bepalingsmethode

9.3.1. Karakterisering van de natuurlijke oorsprong van het verschijnsel door CACEff ("Cellule d'Avis et de Conseils Effondrements") van de Waalse Overheidsdienst.

9.3.2. Lokale enquête door het crisiscentrum van Wallonië met ondersteuning door CACEff.

9.3.3. Het Koninklijk Meteorologisch Instituut verstrekt in voorkomend geval meteorologische informatie over neerslag en temperatuur voor een periode van tien dagen voorafgaand aan de gebeurtenis.

9.3.4. Terreinwaarnemingen (foto's, videobeelden...), informatie van de bevoegde ambtenaren, lijst van de interventies van de hulpdiensten, waarschuwingsberichten, doorlopende registers van de interveniërende partijen, persartikelen... ingezameld en gevalideerd door CRC-W.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van het decreet van 26 mei 2016 betreffende het herstel van sommige schade veroorzaakt door algemene natuurrampen.

Namen, 21 juli 2016.

De Minister-President,
P. MAGNETTE